Ville de Cayenne
L'évolution d'une tradition

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Protocole de préfiguration

Projet de Développement et de Rénovation Urbaine de Cayenne



Caisse des Dépôts

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Collectivité Territoriale de Guyane

l'agglo

semsamar

IGUY

SIMKO

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Comptable et Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu la délibération n°CP-2016-123 de la Collectivité Territoriale de Guyane

Vu la délibération n°107/2016/CACL de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral

Vu la délibération n° 2016-126 DGST-DPDRU de la Ville de Cayenne

SIGNATAIRES

Etat

ANRU, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU »

ANAH

Collectivité Territoriale de Guyane

Communauté d'Agglomération du Centre Littoral

Ville de Cayenne

Caisse des Dépôts

SEMSAMAR

SIGUY

SIMKO

Sommaire

PREAMBULE 5

Article 1. Quartiers d'intervention 7

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole 14

2.1 Orientations stratégiques intercommunales 14

2.2 Orientations stratégiques du contrat de ville 17

2.3 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 19

2.4 Suivi et évaluation 21

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration 21

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole 22

Article 5. Opération faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage 24

5.1. Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 24

5.2. Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 24

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain 24

Article 7. Articulation avec la convention relative à l'article 8 de la loi du 21 février 2014 26

Article 8. Gouvernance et conduite de projet 26

8.1. Gouvernance 26

8.2. Conduite de projet 28

8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés 29

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail 29

9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain 29

9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail 30

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail 31

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 31

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 32

Article 10. Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration 34

Article 11. Durée du protocole de préfiguration 34

11.1 – Durée d'exécution du programme physique 34

11.2 – Durée administrative du protocole de préfiguration 35

Article 12. Conditions de finalisation de la convention pluriannuelle - points de rendez-vous avec l'ANRU 35



Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration 36

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement 36

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 36

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 36

13.4. Contrôle et audits 38

13.5. Conséquences du non-respect des engagements 38

13.6. Clause de renégociation du protocole 38

13.7. Traitement des litiges 39

13.7. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 39

Annexes ***41***



PREAMBULE

Le contrat de ville a été mis en place par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, qui définit de nouvelles modalités dans la mise en œuvre de la politique de la ville. Le contrat de ville est ainsi le nouvel outil qui définit la politique partenariale menée dans les quartiers prioritaires autour de trois piliers : cohésion sociale, renouvellement urbain, développement économique.

Le présent protocole s'inscrit dans la démarche globale portée par la ville de Cayenne et à l'échelle de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL). Le contrat de ville de Cayenne a été signé le 16 juillet 2015 à la CACL, concomitamment aux trois autres contrats de ville de l'agglomération et à la formalisation de la stratégie de cohésion urbaine et sociale intercommunale.

La ville de Cayenne s'inscrit également dans une démarche forte de renouvellement urbain de ses quartiers prioritaires. En effet, Cayenne a bénéficié du premier Programme National de Rénovation Urbaine. Ce premier projet, intitulé Projet de Développement et de Rénovation Urbaine (PDRU) porte sur quatre secteurs d'intervention, dont deux secteurs situés dans le centre-ville élargi. Le montant du PDRU s'élève à 150 460 620 €, avec la participation de deux bailleurs sociaux - la SIGUY et la SIMKO – et des partenaires institutionnels.

Les principales difficultés rencontrées pour la mise en œuvre de ce projet ont été les suivantes :

- Des changements de gouvernance (trois maires se sont succédé) entrainant des remises en question du programme et de la stratégie adoptée.
- Des études préalables trop succinctes qui n'ont pas permis de sécuriser la programmation. Cela a entrainé la suppression complète d'un secteur où se localisait la quasi-totalité de la reconstitution initiale de l'offre.
- Une certaine défiance vis-à-vis du projet, d'une partie des habitants considérant ne pas avoir été assez associés.
- Une capacité financière des acteurs qui n'était pas suffisamment consolidée et qui a fragilisé la mise en œuvre du projet, le principal bailleur (SA HLM) ayant subi une liquidation financière.

Par ailleurs, des éléments ont été particulièrement satisfaisants et ont contribué à la réussite du projet :

- La forte implication du Maire de Cayenne par une présence régulière auprès des habitants, notamment dans le processus de relogement.



- Une réelle volonté commune de changer en profondeur le fonctionnement urbain et l'image des quartiers, développée suite aux premières réalisations qui ont redonné confiance aux habitants dans ce projet.
- Plusieurs domaines d'intervention ont été développés et élargis à l'échelle de la ville : la clause d'insertion élargie à l'ensemble de marchés de la ville, la mise en œuvre de la gestion urbaine de proximité avec une chargée de mission dédiée.
- La coordination avec le volet social s'est peu à peu développé concernant notamment le développement économique, les actions de proximité, l'accompagnement au relogement, la prise en compte des problématiques de santé.
- La coordination de la mise en œuvre opérationnelle et de la gestion des chantiers a été prise en compte à travers la mise en place de la GUP et d'une mission d'OPC inter-chantiers.

Ces éléments amènent à identifier des enseignements pour la mise en œuvre du nouveau projet :

- La réalisation d'études préalables très complètes dans des délais réalistes, compte-tenu de la nécessité de finaliser les opérations du premier volet du PDRU et prendre en compte les dimensions intercommunales et la transversalité des thématiques.
- Renforcer la concertation et la participation active des habitants et usagers des quartiers dès la conception du projet.
- Calibrer le projet en prenant en compte les faisabilités techniques, financières et calendaires et les spécificités des acteurs locaux publics et privés.
- Renforcer les actions en faveur du développement économique et le développement durable.

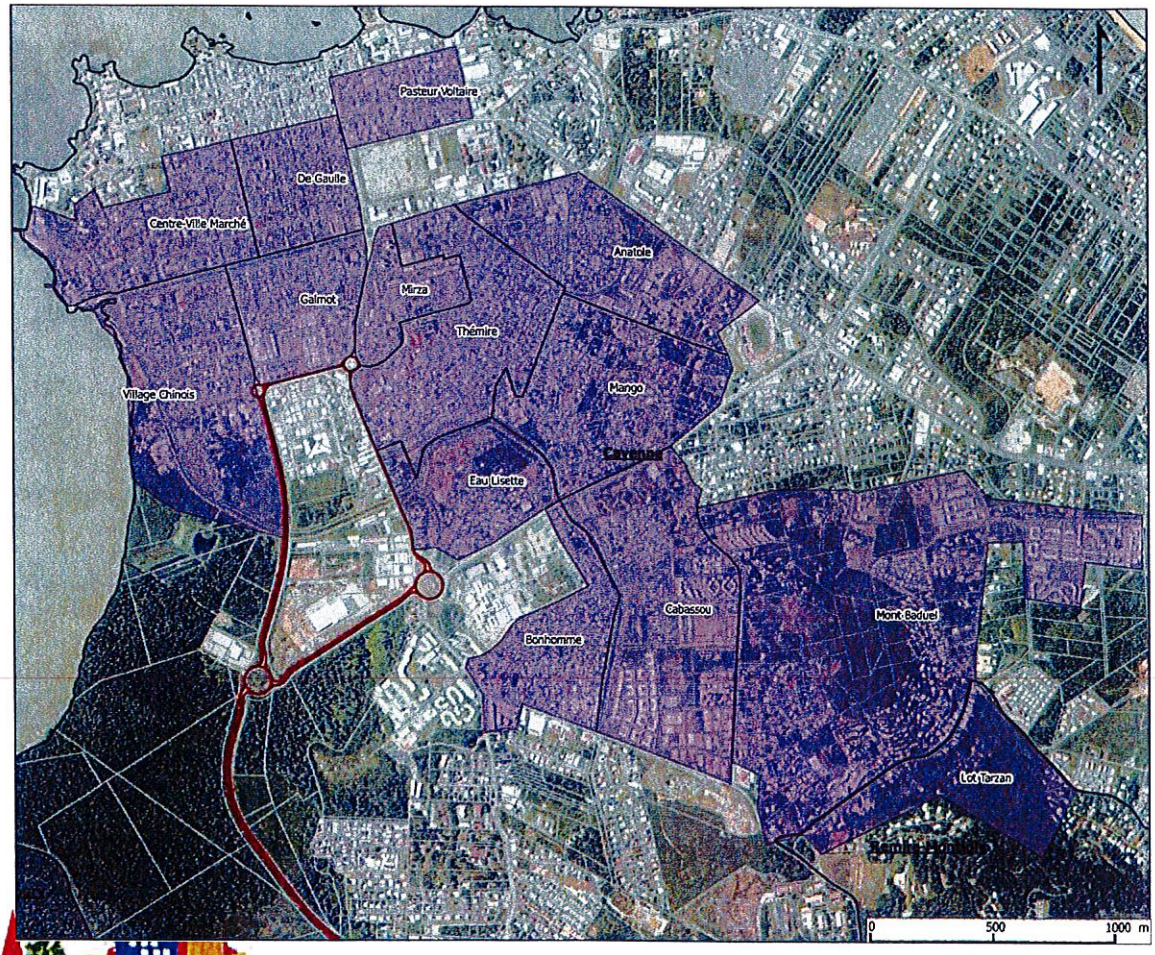
Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier examiné par le comité d'engagement du 06 juin 2016, et dont la composition est définie en annexe du règlement général de l'Anru.

Article 1. Quartiers d'intervention

Le contrat de ville de Cayenne définit 13 quartiers prioritaires :

- Centre-ville / Marché
- De Gaulle
- Pasteur Voltaire
- Village chinois
- Galmot
- Mirza
- Thémire
- Anatole
- Mango
- Eau-Lisette
- Bonhomme
- Cabassou
- Mont-Baduel

Quartiers prioritaires de Cayenne



Le diagnostic territorial a permis de mettre à jour les spécificités suivantes sur les principales thématiques :

- Une forte proportion de familles monoparentales
- Un taux de scolarisation et de diplômés en augmentation mais restant alarmant sur certains quartiers
- Un taux important de logement sans confort sur certains quartiers
- Un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale
- Une caractérisation sociale des quartiers qui reste particulièrement préoccupante

Les indicateurs clefs reflètent cette réalité :

Population

- 57.753 habitants à Cayenne (25% de la population de la Guyane)
- 0,9% : taux de croissance annuel moyen de la population entre 1999 et 2010 (vs 3,5 en Guyane)
- 53% de la population est de sexe féminin
- 53% de la population à moins de 30 ans
- +21% : taux de croissance de la population sans activité professionnelle entre 1999 et 2010

Famille

- 19.320 ménages à Cayenne (30% des ménages de la Guyane)
- +32% : taux de croissance du nombre de ménage composé d'une femme seule
- 2,8 taille moyenne des ménages de Cayenne (3,5 en en 1967)
- 71% des plus de 15 ans sont célibataires
- 45% des familles sont des familles monoparentales

Habitat

- 20.535 logements à Cayenne (30% du parc immobilier de la Guyane)
- +9% : taux de croissance du nombre de logements entre 1999 et 2010 (vs 33% en Guyane)
- 70% des logements ont plus de 3 pièces
- 25% de la population est propriétaire de son logement (vs 27% en 1999)
- +20% : taux de croissance des habitations de fortune entre 1999 et 2010.



Scolarité

- 18.582 personnes étaient scolarisées en 2010, soit un taux de scolarisation de 35%
- 50%, part des personnes poursuivant leurs études après l'obtention d'un diplôme de niveau Bac
- +75% : croissance du nombre de diplômés d'un niveau BAC ou d'un cycle court universitaire
- 1 sur 3 : proportion d'adultes possédant un diplôme supérieur au bac en 2010 (vs 1 sur 5 en 1999)

Santé

- 1/1.548 : nombre de médecin généraliste rapporté à la population
- 3 hôpitaux
- 10/12 : nombre de spécialités présentes sur les spécialités recensées par l'Insee
- 1/3.097 : nombre de pharmacies rapporté à la population
- 266 places d'hébergements pour personnes âgées

Les entreprises

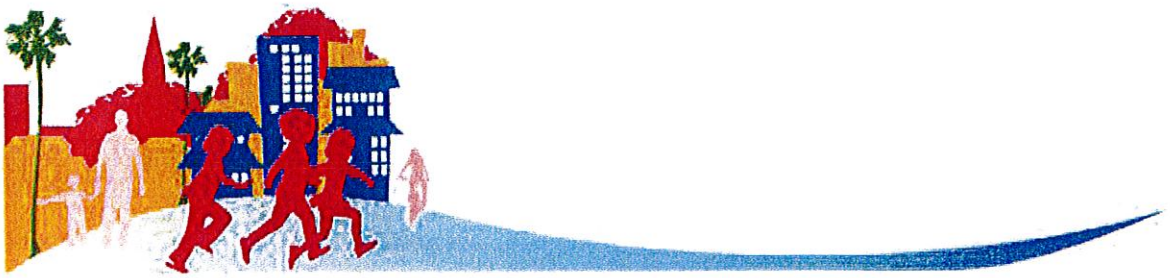
- 4.681 entreprises à Cayenne en 2011
- 25% : taux de créations dans l'industrie
- 68% des entreprises appartiennent au secteur « commerce, transports et services »
- 63% des entreprises de plus de 50 salariés appartiennent à la sphère publique
- 62% des entreprises sont destinées uniquement au marché local

L'emploi

- 22.317 actifs à Cayenne
- 25% : taux de chômage
- 50% des actifs femmes de 15 à 24ans sont au chômage
- +30% : croissance des inactifs entre 1999 et 2010
- 81% : part des actifs de Cayenne travaillant à Cayenne
- 29% : taux de croissance des actifs en professions intermédiaires entre 1999 et 2010

Les salaires et les revenus

- 15€, salaire horaire net moyen de Cayenne
- 20% : écart entre le salaire horaire net moyen de Cayenne et celui de la France métropolitaine
- 9% : écart de salaire entre les hommes et les femmes en fin de carrière
- 14.340€ : revenu net moyen déclaré en 2009.



Le diagnostic territorialisé a permis de définir les caractéristiques socio-urbaines des différents quartiers afin d'analyser leurs principaux dysfonctionnements et atouts, et définir ainsi des enjeux sectorisés (cf. carte page 10).

L'ensemble des quartiers prioritaires sont intégrés à la stratégie de mise en œuvre du contrat de ville, et bénéficient notamment des actions menées dans le cadre du pilier renouvellement urbain et cadre de vie.

Trois secteurs privilégiés d'intervention ont été identifiés pour leur rôle stratégique et leurs caractéristiques urbaines et feront l'objet d'un projet de renouvellement urbain conventionné avec l'ANRU (cf. page 11) :

- Centre Ville / Village Chinois / Ilet Malouins / Leblond
- Mango / Anatole / Brutus
- Mirza / Floralies / N'Zilla

Ces trois quartiers ont été retenus au titre de leur intérêt national.

Le tableau page 7 reprend les principales caractéristiques de ces quartiers, ainsi que les enjeux essentiels. Les éléments indiqués par un astérisque ont été diagnostiqués par les conseils citoyens.

« Quartiers centre-ville littoral Nord » : des quartiers plus favorisés, mais qui semblent de plus en plus pâtir du manque d'attractivité du centre-ville

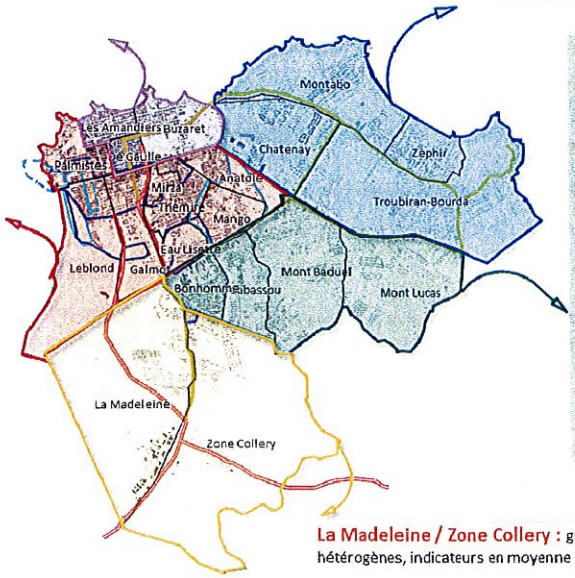
- Une plus grande mixité sociale que sur le reste du centre ville
- Une croissance démographique plutôt forte
- Un renouvellement conséquent au sein du parc de logements
- Mais des évolutions qui interpellent :
  Une part de cadres et professions intermédiaire en diminution
  Une sur-représentation des « ménages isolés »
  Une sur-représentation de logements de petite taille (moins de 40m²)
  Une forte augmentation de la part de personnes de nationalité étrangère

« Quartiers littoral Est » : des secteurs dont la structure sociale plutôt favorisée semble se maintenir

- Une croissance démographique modérée à forte
- Une importante proportion d'emménagés récemment (- de 5 ans)
- Des quartiers qui présentent les indicateurs socio-économiques les plus favorables de la ville
- Une légère sur représentation de personnes âgées, en particulier sur Zéphir, et dans une moindre mesure Chatenay

« Cœur de ville, secteurs PDRU » : des quartiers qui concentrent les difficultés

- Une très forte spécialisation de l'occupation sociale
- Un renouvellement au sein du parc de logements très faibles => habitants « captifs » ?
- Des quartiers qui perdent de la population ou au mieux stagnent
- Des quartiers très jeunes
- Une concentration importante de familles monoparentales, en particulier dans les secteurs avec habitat social
- Une fonction d'accueil de populations étrangères, qui tend à augmenter
- Des taux de chômage très élevés et des niveaux de formation particulièrement faibles



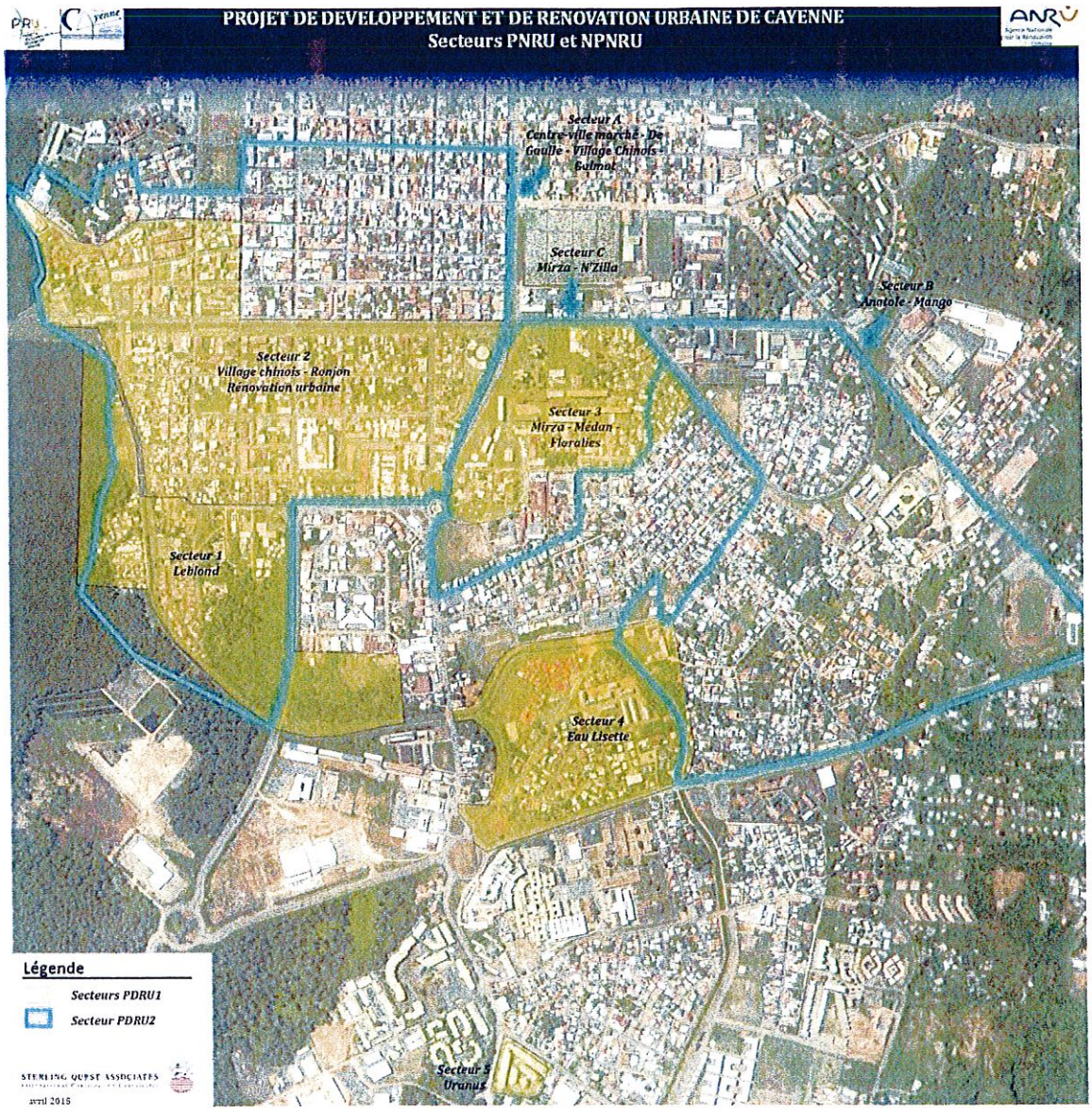
« Quartiers Sud » : des quartiers en forte croissance démographique, mais dont les évolutions sont préoccupantes

- Une croissance démographique très soutenue (à l'exception de Bonhomme)
- Une forte spécialisation de l'occupation sociale, qui tend à se renforcer à Mont Lucas et Cabassou (importante part de logements sociaux).
- Une jeunesse de la population très marquées
- Une forte concentration de grands ménages
- Une part importante de familles monoparentales, en augmentation préoccupantes
- Une fonction d'accueil de populations étrangères forte, et qui tend à se renforcer en particulier sur les secteurs à dominante habitat privé (Mont Baduel et Bonhomme)

La Madeleine / Zone Collery : grands secteurs hétérogènes, indicateurs en moyenne plutôt favorables

Secteur	Dysfonctionnements identifiés	Positionnement à l'échelle intercommunale	Enjeux prioritaires
Centre Ville *Village Chinois* *Ilet Malouins* *Leblond*	- Habitat très dégradé, pour partie insalubre, poches d'habitat spontané. Logements trop petits. * - Paupérisation croissante de la population - Phénomènes sociaux (prostitution, trafic de drogue, errance,...) qui renforcent l'insécurité et donnent une image très négative du quartier * - Manque d'équipements de proximité, d'espaces verts et d'animation pour les jeunes * - Problématiques liées aux déchets * - Nuisances liées aux activités nocturnes (bar)* - Les réseaux primaires ne desservent pas l'ensemble des habitations et sont défectueux *	- Positionnement stratégique en centre-ville de la Ville Capitale : rôle économique et touristique majeur - Rôle patrimonial et symbolique, fort vecteur de lien social : marché, carnaval, maisons créoles, ... - Positionnement central en termes de mobilités : TCSP, liaison maritime - Espaces et sites naturels d'envergure intercommunale	- Résorption de l'habitat insalubre et diversification de l'habitat - Développement économique - Mobilités douces et intermodalités - Gestion de l'eau (risques d'inondation) et valorisation des cours d'eau / aménagement global du front de mer - Gestion des déchets - Protection et valorisation du patrimoine
Mango *Anatole* *Brutus*	- Plusieurs poches significatives d'habitat spontané et/ou insalubre. Logements trop petits * - Problématiques foncières (squats, régularisations domaniales non achevées, marchands de sommeil...) * - Insécurité (nuisances sonores, stupéfiants, squats, vol, circulation dangereuse). * - Manque d'équipements de proximité, et d'espaces verts aménagés - Fortes problématiques liées aux déchets : dépôts sauvages, incivisme, canaux saturés de déchets provoquant des inondations,...* - Les réseaux primaires sont en partie obsolètes* - Enclavement : manque de connexions en sein du quartier et vers l'extérieur, nombreuses impasses - Problématiques dans l'aménagement des rues : éclairage, trottoirs, vitesse de circulation * - Déscolarisation et oisivete	- Quartier à vocation résidentiel -Equipements publics d'envergure intercommunale (CGSS, stade de Baduel) - Nécessité de conserver la mixité sociale et culturelle présente dans le quartier - Espaces fonciers disponibles pour la réalisation d'un aménagement global, le renforcement de l'offre de logement et pour la réalisation d'équipements et espaces publics	- Résorption de l'habitat insalubre et diversification de l'habitat - Désenclavement et mobilités douces - Recréer des centralités - Cadre de vie et espaces publics - Gestion des déchets - Sécurité - Insertion/emploi
Mirza *Floralies* *N'Zilla*	- Rénovation du quartier en cours mais qui doit être menée à bien en intégrant la cité N'Zilla à cette restructuration et en donnant une vocation plus urbaine à l'îlot des tours Floralies - N'Zilla : site concentrant de l'habitat spontané et insalubre enclavement, absence de voirie carrossable problématiques de santé liées à la gestion des eaux et des déchets* enjeux sociaux liées à la nature des habitations : squats, marchands de sommeil* Commerces de proximité dynamique qui pourraient se renforcer par une meilleure accessibilité et une meilleure visibilité	- Quartier en cours de rénovation urbaine, dynamique de forte mutation urbaine à consolider - Faubourg historique faisant partie du centre-ville élargi - Rôle important dans la requalification du positionnement et de l'image de la capitale régionale	- Résorption de l'habitat insalubre et diversification de l'habitat - Compléter et consolider les mutations réalisées par le PDRU 1 - Désenclavement
Sur l'ensemble des quartiers : manque d'équipements et d'espaces publics de proximité, manque d'équipements culturels et de loisirs *			

Quartiers PDRU 1 et PDRU 2



Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole

2.1 Orientations stratégiques intercommunales

Les orientations stratégiques de la CACL sont définies dans plusieurs documents cadre, notamment :

- Le schéma de cohérence territorial en cours de révision
- Le plan local de l'habitat
- Le schéma intercommunal pour le développement économique
- La stratégie intercommunale de cohésion urbaine et sociale

Par ailleurs, les stratégies d'aménagement territorial régional, intercommunal et communal s'appuient également sur les outils mis en place par l'Etat, et notamment l'Opération d'Intérêt National (OIN) en cours de définition par l'Etat sur certains secteurs de Cayenne (cf. annexe 10).

Dans le cadre de la définition de la stratégie intercommunale de cohésion urbaine et sociale, le diagnostic territorial intercommunal a permis d'identifier les enjeux suivants :

Cohésion sociale :

La CACL n'a pas compétence en matière d'éducation et de scolarisation. Aussi, dans le champ éducatif, la CACL a fait le choix de privilégier les actions de sensibilisation à la préservation de l'environnement et à l'éco-citoyenneté.

La santé et l'accès aux soins sont une priorité majeure pour le territoire communautaire et doivent être mis en relation directe avec le cadre de vie, l'assainissement et l'habitat, bien que les freins à la santé ne soient pas simplement de l'ordre des équipements et infrastructures.

Habitat :

La croissance de l'habitat spontané et insalubre sur la CACL comme sur l'ensemble de la Guyane (en 2009, 40% des constructions guyanaises sont construites illégalement) est une priorité. En effet, l'habitat spontané et insalubre se développe en lien avec la croissance démographique très importante du territoire à laquelle il s'agit de répondre par un effort de construction très important. Le rattrapage en matière de construction neuve et d'amélioration du bâti existant est ainsi une nécessité tout comme le traitement de l'habitat spontané et insalubre en croissance.



La CACL réalise actuellement la modification du PLH, en collaboration avec l'AUDEG, afin de mettre à jour le document au regard des données actualisées. En parallèle, la procédure de révision du PLH sera prochainement lancée, afin de conformer le document à la nouvelle règlementation et de prendre en compte les projets urbains majeurs à venir.

Mobilité :

La mobilité est un enjeu central pour le territoire de la CACL.31% des ménages installés sur le territoire intercommunal ne possèdent pas de voiture contre 19% en France métropolitaine (source : Commissariat Général au Développement Durable, 2010), même si son usage reste largement dominant chez les habitants de la CACL. Il s'agit de trouver des solutions au tout-voiture sur un territoire à la centralité dense mais aux continuités territoriales étendues.

Développement économique :

Les polarités principales concentrent 73% de la population et la quasi-totalité du tissu économique sur 14% du territoire. La CACL bénéficie ainsi d'une part importante du développement guyanais. Il s'ensuit néanmoins des problèmes de saturation des infrastructures, une pénurie de foncier aménagé et des tensions sur le marché du logement, accentués par l'attractivité de ces pôles (polarités administratives, centres commerciaux, zones industrielles, ports de Degrad des Cannes et du Larivot, aéroport Félix Eboué) sur les populations du reste du territoire. La concentration des activités et des emplois permet néanmoins de faire émerger une taille critique de marché et de soutenir le développement des entreprises.

La stratégie intercommunale pour le développement économique de la CACL comprend quatre axes stratégiques : développer une offre qualitative de foncier et immobilier d'entreprises ; soutenir le marché de la construction par la recherche et l'innovation ; accompagner l'essor d'une filière agroalimentaire ; renforcer l'attractivité résidentielle et touristique de l'agglomération. Elle se décline en une vingtaine de projets (notamment la signature d'une charte pour l'emploi et la réalisation de programmes d'immobilier d'entreprises).

La CACL ne porte pas les contrats de ville mais a élaboré sa politique d'intervention en concertation avec les communes.

La stratégie intercommunale de cohésion urbaine et sociale se décline en trois piliers : cohésion sociale, amélioration du cadre de vie et renouvellement urbain, développement économique et emploi/insertion.



Elle est fondée sur trois orientations stratégiques :

- Garantir la plus-value communautaire des interventions de cohésion sociale et d'équité territoriale
- Produire, adapter et renouveler l'habitat pour un cadre de vie décent en cohérence avec les réalités et besoins du territoire
- Favoriser l'insertion professionnelle et le développement d'activités par un accompagnement individualisé et des investissements structurants

Le pilier amélioration du cadre de vie et renouvellement urbain décline sept objectifs opérationnels :

- Développer, adapter et diversifier l'offre de transports
- Soutenir les constructions neuves et adaptées aux besoins des ménages
- Développer et encadrer l'auto-construction et l'auto-réhabilitation
- Soutenir les opérations des communes d'OPAH-RU, de PRU et de réhabilitation
- Maitriser le foncier pour les actions intercommunales
- Inscrire les quartiers prioritaires dans les démarches d'observation de l'habitat et du foncier
- Coordonner et amplifier la gestion urbaine et sociale de proximité



2.2 Orientations stratégiques du contrat de ville

Le contrat de ville se décline en six enjeux transversaux :

- Mieux connaître pour mieux agir
- Garantir l'intégration de tous
- Privilégier l'approche par catégorie de population
- Améliorer la qualité de l'espace vécu
- Contribuer à l'épanouissement et à la réussite de tous les enfants, avec les parents
- Adapter le développement économique au potentiel local

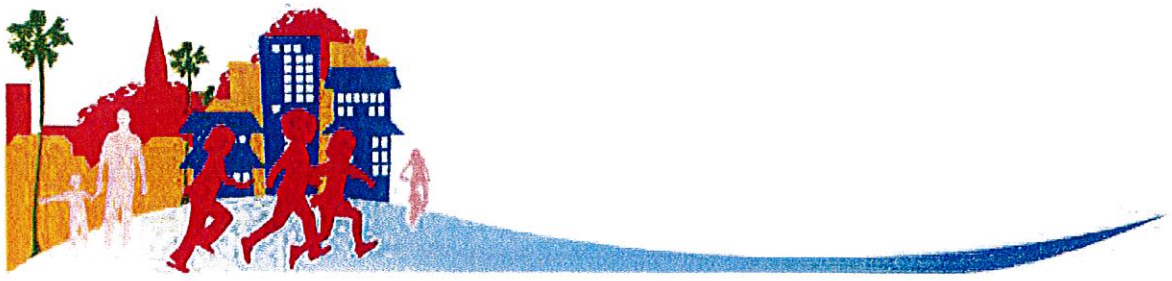
Ces enjeux forment l'ossature stratégique du contrat de ville, et sont déclinés à travers trois piliers : cohésion sociale, renouvellement urbain et cadre de vie, développement économique.
Le projet urbain a vocation à intervenir sur l'ensemble de ces enjeux, dans une démarche globale et transversale.

L'axe prioritaire d'intervention sera néanmoins le pilier « renouvellement urbain et cadre de vie ». Cet axe regroupe les actions ayant pour vocation d'assurer une transformation urbaine profonde des quartiers prioritaires.

Il se décline en cinq volets :

- Mieux connaître pour mieux agir
- Rééquilibrer et diversifier l'offre d'habitat sur la commune, notamment l'offre d'habitat social
- Poursuivre la lutte contre l'habitat indigne et/ou informel, en identifiant les parcours résidentiels ; en mobilisant les programmes de Renouvellement Urbain, de résorption de l'Habitat Insalubre et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ; en développant l'auto-construction et l'auto-réhabilitation encadrées
- Améliorer la qualité de l'environnement et des services rendus aux habitants par la mise en œuvre d'une gestion urbaine dans chaque quartier de la ville et par la bonification de l'espace public
- Ouvrir et mailler les quartiers en assurant la mixité et les mobilités

L'ensemble de ces objectifs sont repris par une approche territoriale, qui a permis de définir des orientations stratégiques et priorités par quartiers.





1 *La partie « maritime et portuaire » : une vocation économique, marchande et touristique autour des produits de la mer*

2 *Le secteur « littoral Nord - pointe Buzaret » : la valorisation et l'apaisement du littoral dans une perspective de réappropriation par les habitants*

3 *Les quartiers défavorisés du Sud du centre-ville : la poursuite de l'effort de requalification et d'intégration urbaine*

4 *La « couture » avec l'Est de Cayenne par l'ouverture des quartiers Mango/Anatole*

La constitution d'une véritable centralité sur une zone d'hypercentre élargi: Fort Cépérou-Palmistes-Place du Marché-Port

Les canaux et le littoral comme potentiels d'aménités et supports privilégiés des circulations douces

L'aménagement des berges du Canal Laussat comme vecteur central pour la requalification urbaine et les liens entre le centre historique et le village Chinois

Le boulevard Mandela comme entrée de centre-ville : lieu de transition (pacification des flux automobiles) et d'intensité urbaine (développement de commerces et services « de flux »), vitrine d'un centre en mouvement

Effort de maintien et développement de services et équipements publics de base/de proximité : permettre la pénétration progressive de la « ville mixte »

Le BHNS comme levier de requalification, de désenclavement et de changement d'image

Tracé alternatif

Vocation urbaine et stratégie d'intervention par quartier

2.3 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Les enjeux du contrat de ville se déclinent en objectifs stratégiques et opérationnels. Le tableau ci-dessous reprend les objectifs opérationnels impactant directement le projet urbain objet du présent protocole :

Objectif stratégique	Objectif opérationnel
Mieux connaître pour mieux agir	Réaliser un diagnostic sur les besoins de la population en termes de logement, de modes d'habiter et de capacités financières des ménages
	Renforcer la concertation dans la conception et la mise en œuvre des projets urbains majeurs
	Définir une politique foncière globale pour faciliter l'aménagement cohérent de l'espace
Rééquilibrer et diversifier l'offre d'habitat sur la commune, notamment l'offre d'habitat social	Animer la politique de peuplement à l'échelle intercommunale
	Trouver des solutions d'hébergement alternatif pour des jeunes aux profils particuliers (en apprentissage etc...)
	Renforcer l'offre de logements pour les femmes seules et mères isolées
	Renforcer l'offre de logements pour les publics les plus fragiles (notamment les personnes présentant des troubles psychiatriques et les demandeurs d'asile)
	Généraliser la mise en œuvre de Maitrise d'Ouvrage Urbaine et Sociale dans les projets induisant des relogements, afin de proposer un accompagnement social spécifique des ménages
Poursuivre la lutte contre l'habitat indigne et/ou informel	Renforcer l'accès de tous les habitants aux réseaux primaires (AEP, EU, électricité)
	Proposer un accompagnement au montage et au suivi des dossiers de subventions pour les bénéficiaires de l'OPAH/RU
	Définir des modalités d'accompagnement technique, financier et méthodologique pour l'auto-réhabilitation et l'auto-construction encadrées
	Développer la veille citoyenne pour lutter contre le développement de l'habitat informel
	Développer les partenariats pour lutter contre les marchands de sommeil
Améliorer la qualité de l'environnement et des services rendus aux habitants	Etendre la mise en place des corbeilles de propreté à l'ensemble de la ville
	Eduquer la population au tri sélectif
	Renforcer la synergie du réseau des acteurs de la gestion urbaine, en priorité en matière de gestion des déchets
	Initier la réalisation d'études d'impact en santé pour les projets urbains majeurs
	Développer les espaces publics de proximité et renforcer leur qualité (vivre ensemble / respiration urbaine) dans le cadre du développement durable
	Développer des méthodes de construction écologiques et durables dans le cadre des opérations soutenues par des opérateurs publics
	Renforcer la qualité urbaine, la protection environnementale et l'accessibilité des sites à valeur patrimoniale et au potentiel touristique
	Mettre en œuvre un règlement local de publicité, y compris la TLPE
Ouvrir et mailler les quartiers en assurant la mixité et les mobilités	Favoriser les déplacements, en particulier la mobilité des jeunes scolarisés et/ou à la recherche d'un emploi
	Créer un maillage sécurisé de cheminements doux
	Connecter les impasses aux voiries adjacentes
	Définir une politique de stationnement



Ces actions prioritaires sont complétées par des actions transversales, en articulation avec les autres thématiques du contrat de ville. Ces actions transversales se feront à travers la réalisation de constructions (équipements, locaux économiques), des aménagements orientés (mobilités actives, accessibilité, attractivité), et les interventions de proximité (sensibilisation, prévention).

Les objectifs transversaux suivants ont ainsi été fixés :

Réussite éducative :

- Développer l'offre d'accueil des enfants de moins trois ans
- Améliorer les conditions de scolarité en réhabilitant les équipements scolaires

Santé :

- Améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville : promouvoir et renforcer les actions impliquant la population sur l'amélioration de leur cadre de vie
- Développer l'activité physique et diminuer la sédentarité
- Elaborer une réflexion coordonnée avec les acteurs autour des questions de santé mentale (notamment avec un volet sur le logement)
- Créer de nouvelles maisons pluridisciplinaires de santé

Lien social :

- Favoriser l'appropriation positive par les acteurs du quartier des espaces publics
- Développer des espaces communs partagés au sein des quartiers
- Renforcer l'accessibilité et la connaissance des services publics dans les quartiers

Développement économique :

- Créer et animer la Maison des Initiatives Locales (MIL)
- Développer une offre immobilière et foncière adaptée aux besoins des porteurs de projet
- Elaborer un diagnostic et un plan d'actions pour les commerces sur le centre ville
- Améliorer l'accès et la visibilité du centre ville
- Développer les clauses d'insertion dans chaque marché public lorsque cela est possible avec un objectif "qualitatif"
- Lever les freins à l'emploi (mobilité, logement, garde d'enfants)
- Observer les dynamiques immobilières et foncières locales et les rendre visibles



2.4 Suivi et évaluation

Les modalités d'évaluation du contrat de ville se basent sur un socle d'indicateurs communs à toute la Guyane. Les indicateurs de contexte, de réalisation et de résultats doivent permettre d'analyser la réduction des inégalités dans une approche territorialisée. Les indicateurs d'impacts seront définis par le comité de pilotage du Contrat de ville, en fonction des priorités annuelles.

Par ailleurs, l'étude d'évaluation d'impact sur la santé permettra de définir des indicateurs de suivi-évaluation propres au PDRU et mis en œuvre durant toute la durée de la convention.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration

Le Comité d'engagement émet les points de vigilance suivants :

- Les partenaires soulignent que le volet stratégique du protocole, sous maîtrise d'ouvrage CACL doit permettre le développement d'un travail collaboratif entre les services de la ville et ceux de l'agglomération, notamment sur les thématiques habitat et développement économique mais aussi sur les autres compétences de la CACL (assainissement et transports). Les partenaires encouragent donc le développement d'une vision intercommunale des enjeux de renouvellement, intégrant les quartiers de Matoury.
- Les partenaires seront vigilants à la mise en cohérence des différentes politiques (TCSP, OPAH, OIN).
- Les partenaires insistent sur la nécessité de disposer d'une vision globale, à l'échelle de l'agglomération, avant de décliner la stratégie habitat par quartier. Les partenaires souhaitent fixer un point de rendez-vous à l'automne 2016 afin de prendre connaissance du volet intercommunal de l'étude habitat (qui structurera la révision du PLH). Par ailleurs, cette échéance permettra de faire un point d'avancement sur la mise en place de la conférence intercommunale du logement et de la convention d'équilibre territorial.
- Les actions de l'AMI, en particulier sur le volet habitat, doivent s'inscrire en totale cohérence avec le NPNRU.
- L'ANRU sera associée au choix du prestataire de l'AMO plan guide
- Un point d'étape est fixé au deuxième trimestre 2017.

Le programme de travail définitif acté au présent protocole vise à répondre à ces attentes.



Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole

Une compilation des études réalisées a été faite afin d'établir un état des lieux des connaissances et analyses disponibles, et de définir les études complémentaires à réaliser dans le cadre du présent protocole. La liste de ces études est détaillée en annexe 5.

Le programme de travail du protocole se décline en six volets :

- Outils préalables : études réalisées pour préparer le dossier de protocole de préfiguration
- Etudes stratégiques intercommunales : 4ème trimestre 2016 – 1er trimestre 2018
- Diagnostic : 3ème trimestre 2016 – 4ème trimestre 2017
- Définition du projet urbain : 4ème trimestre 2016 – 3ème trimestre 2018
- Ingénierie : 2018

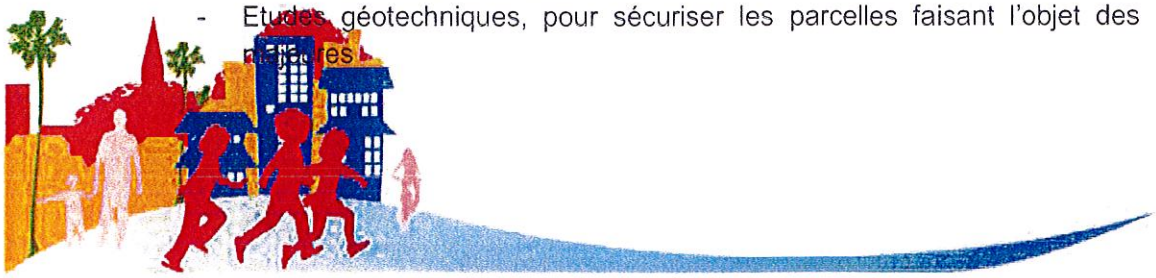
La phase « Outils préalables » intègre l'ensemble des outils qui ont été nécessaires au montage du protocole de préfiguration et à la définition de la stratégie urbaine. Cette phase intègre notamment le diagnostic urbain sur les secteurs retenus et les outils informatiques de l'équipe projet.

La phase « Etudes stratégiques intercommunales » comprend les études menées à l'échelle intercommunale nécessaires pour fixer les orientations stratégiques sur les thématiques de l'habitat, du développement économique et commercial, et de l'hydraulique. Cette phase intègre :

- Une étude « Révision du PLH / Stratégie habitat et accompagnement social » avec une phase diagnostic, une phase orientations et une phase programme d'actions
- Un schéma de développement des activités économiques et commerciales avec une phase diagnostic, une phase scenarios et une phase stratégie d'aménagement commercial et définition des actions
- Des études hydrauliques portant sur les quartiers NPNRU de Cayenne et Matoury, permettant de mieux appréhender et diminuer les risques d'inondation

La phase « Diagnostic » intègre l'ensemble des études techniques, statistiques et sociales nécessaires pour finaliser l'état des lieux socio-urbains et connaître en particulier les contraintes devant être prises en compte dans la définition du projet urbain, notamment pour le parc d'habitat privé. Elle intègre :

- Etude de dureté foncière pour identifier le potentiel et la stratégie foncière sur les secteurs NPNRU
- Diagnostic social pour définir la typologie des ménages, les spécificités sociales et les modes d'habiter
- Diagnostic immobilier, pour cibler les interventions prioritaires en termes de salubrité et de sécurité
- Diagnostic VRD pour identifier les interventions indispensables sur les réseaux
- Etudes géotechniques, pour sécuriser les parcelles faisant l'objet des opérations majeures



La phase « Définition du projet urbain » intègre l'ensemble des études permettant de définir les orientations et principes du projet dans sa globalité, y compris pour l'intervention sur le parc d'habitat privé. Cette phase intègre donc l'étude de plan guide/AMO globale, mais également la concertation.

L'étude « Plan guide/AMO globale » intègre :

- Une mission d'AMO pour l'accompagnement à la mise en œuvre du protocole
- La réalisation d'une programmation et d'un plan guide
- Des focus : secteur entrée de centre-ville (Floralies/Site EDF/bvd Mandela) ; mobilités et stationnement
- La réalisation du calendrier de mise en œuvre du projet
- La définition des outils juridiques, administratifs et urbanistiques
- La programmation financière
- Des études de définition en tranche optionnelle

La phase concertation est détaillée à l'article 9.1.

Le détail prévisionnel des études est présenté, par phase, en annexe 8. Ces études pourront être lancées dans le cadre de marchés groupés ou faire l'objet de plusieurs consultations pour une seule et même thématique, en fonction des besoins.

Par ailleurs, l'annexe 7 précise le planning des actions du programme de travail.

Le Programme d'Investissement d'Avenir est mené en parallèle du PDRU 2 : la phase maturation et études pré-opérationnelles du PIA correspondra à la phase protocole du PDRU 2 et la phase réalisation du PIA correspondra à la phase convention du PDRU 2, afin d'assurer une cohérence stratégique et une coordination opérationnelle.

Le PIA comprend trois axes :

- Développer un processus complet d'auto-construction et d'auto-réhabilitation encadrées pour accompagner les habitants les plus pauvres dans la requalification de leur logement. Cet axe pourrait venir compléter le programme d'action du volet habitat du NPNRU.
- Mettre en œuvre un système de recyclage des déchets pour l'aménagement des espaces publics
- Réalisation d'une pépinière d'entreprises multi-sites

Article 5. Opération faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

5.1. Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Sans objet

5.2. Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires et directement liées aux travaux à mener (études préalables et pré opérationnelles, actions de concertation, préparatifs au relogement des ménages le cas échéant) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les maîtres d'ouvrages signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre des opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.
La date d'autorisation anticipée de démarrage pour ces prestations d'ingénierie correspond à la date de signature du présent protocole. »

Article 6. Association des habitants et des usagers au projet de renouvellement urbain

Mise en place des conseils citoyens :

Conformément à la possibilité ouverte par la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités d'élaboration du contrat de ville, la Ville de Cayenne souhaite modifier les modalités de fonctionnement de ses Conseils de quartier afin qu'ils satisfassent aux trois *« principes incontournables qui régissent les conseils citoyens :*



L'autonomie de réunion et de formulation d'avis vis-à-vis des autres acteurs, notamment institutionnels.

Leur composition, intégrant d'une part des associations et acteurs locaux, et d'autre part des habitants tirés au sort.

La représentation de ces conseils dans chaque instance de pilotage du contrat de ville, afin qu'ils soient parties prenantes de l'ensemble du processus contractuel, depuis l'élaboration du projet jusqu'à sa mise en œuvre et son évaluation, selon des modalités définies dans le contrat. »

Dans ce cadre, un premier travail de redécoupage des périmètres géographiques des conseils de quartier a été mené, afin qu'ils correspondent aux périmètres des quartiers prioritaires. Le rapport présentant ce nouveau découpage, créant 15 conseils de quartier, a été voté en conseil municipal de Cayenne le 13 mars 2015.

Un projet de charte de fonctionnement a été également élaboré au sein de la Ville de Cayenne, ainsi qu'un projet de règlement intérieur qui régira le fonctionnement des conseils citoyens. Ces documents ne sont pas définitifs : ils seront revus et modifiés par les membres des conseils citoyens dès leurs premières réunions, avant d'être présentés au conseil municipal pour approbation.

La composition des conseils citoyens doit rester ouverte, et la charte prévoit que tous les habitants sont membres de droit des conseils citoyens, qui se réunit au moins trois fois par an. Le Conseil se réunit néanmoins dans une configuration plus resserrée pour travailler et délibérer au cours de l'année. C'est pour participer à cette configuration, dénommée assemblée constitutive dans le projet de charte, que des acteurs associatifs, économiques et des habitants se sont déclarés volontaires à l'issue d'un appel à candidature. Parmi eux, des référents par secteur ont été désignés.

Cependant pour permettre une représentation plus grande des habitants dans les travaux du conseil citoyens, la Ville de Cayenne procédera à un tirage au sort de nouveaux membres du collège habitant.

A l'issue de ce travail, la ville de Cayenne aura satisfait aux obligations liées à l'article 7 de la loi de février 2014 concernant la création des conseils citoyens.

Participation des habitants à la co-construction des projets de rénovation urbaine

La contribution des habitants aux projets de rénovation urbaine se fera dès l'élaboration du second projet de rénovation urbaine de la Ville. Ainsi, une mission de concertation est prévue sur les 6 premiers mois du protocole de préfiguration, permettant aux habitants de faire part de leurs besoins et expertise sur le quartier en parallèle des premières études réalisés par la MOA. Lors de ces échanges, les associations locales, notamment les associations de locataires, seront particulièrement sollicitées.



Les Maisons du projet, obligatoires au terme de l'article 3 de la loi de février 2014, pourraient être installées dans les maisons de quartier. Leur contenu et leurs modalités d'animation et de fonctionnement restent à déterminer, à partir des attentes des habitants exprimées lors des premières réunions sur le projet.

Participation des représentants des conseils de quartier aux instances de pilotage du contrat de ville

Les conseils de quartier des quartiers prioritaires sont représentés aux différentes instances de pilotage du contrat de ville. Des règlements intérieurs seront définis à la mise en place de chaque instance afin d'assurer la bonne prise en compte de l'ensemble des acteurs.

Article 7. Articulation avec la convention relative à l'article 8 de la loi du 21 février 2014

L'étude « Stratégie habitat et accompagnement social » définira les modalités d'accompagnement social au regard des diagnostics sociaux et immobiliers réalisés, et de l'article 8 de la loi du 21 février 2014.

Article 8. Gouvernance et conduite de projet

8.1. Gouvernance

Comité de suivi et d'évaluation du contrat de ville

- Co-piloté et animé par la CACL et la Préfecture
- Un comité par an a minima
- Présidé par la Présidente de la CACL et le Préfet
- Composé des maires de chaque commune de la CACL, de l'ensemble des signataires du contrat de ville, des représentants des conseils citoyens

Il est informé de la programmation annuelle, des moyens mobilisés et de l'état de son exécution.
Il définit l'évaluation et la pilote. De même, il débat des résultats et propose le cas échéant des mesures modificatives.
Il assure le suivi de la mise en application des conventions interministérielles.



Comité de pilotage du contrat de ville

- Piloté et animé par la ville
- Deux comités par an a minima :
- Mi-année : bilan n-1, validation de la stratégie
- Fin d'année : validation de la programmation annuelle

L'ordre du jour du comité de pilotage pourra être consacré au renouvellement urbain pour les échéances suivantes : présentation et suivi du protocole de préfiguration, validation de la convention partenariale PDRU, avenant à la convention partenariale PDRU.

- Présidé par le Maire et le Préfet

Composé des services de l'Etat, des Présidents et des responsables de la politique de la ville des collectivités territoriales (CTG, CACL), des services de la ville, du CCAS, du CLSPS, et éventuellement des représentants des conseils citoyens.
Il pourra s'élargir le cas échéant à tout partenaire concerné par les actions ou thématiques étudiées, notamment aux représentants de l'ANRU.

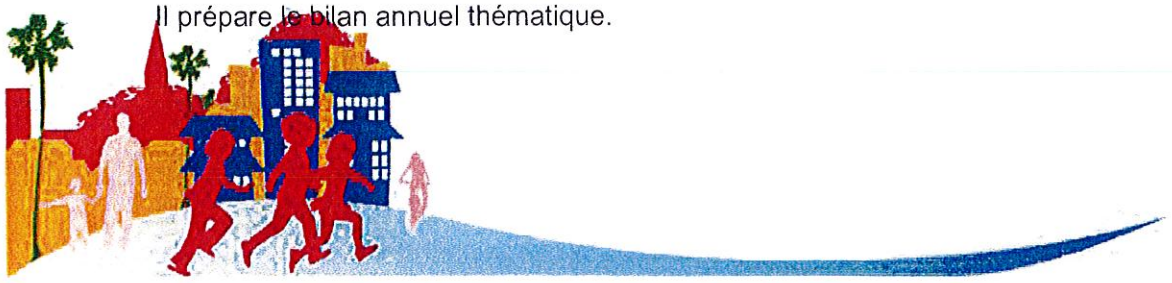
Il valide les termes du contrat.
Il valide le bilan annuel et l'évaluation transmis au comité de suivi et d'évaluation.
Il met en débat et valide les orientations proposées.
Il met en débat et valide la programmation opérationnelle et son financement prévisionnel.
Il vérifie la prise en compte des politiques transversales dans toutes les actions du contrat de ville.
Il valide les documents contractuels nécessaires à la mise en œuvre du contrat de ville, notamment le protocole de préfiguration du PDRU et la convention partenariale du PDRU.

Comité technique du contrat de ville

- Piloté par les équipes techniques de la ville
- Le comité technique sera formé de groupes de travail thématiques, dont le groupe « renouvellement urbain et cadre de vie » animé par le chef de projet PDRU.
- Deux comités par an a minima.

Composé des représentants des services de l'Etat (DEAL DRJSCS et délégué du Préfet), du représentant du Conseil général, du représentant du Conseil régional, des représentants des bailleurs sociaux, du représentant de la CDC, des représentants de la CACL et de la ville dont le service du DSRU, la Direction Générale des Services Techniques, la Direction de l'Aménagement.

Il pourra s'élargir à tous les partenaires concernés par les thématiques étudiées.
Il assure le suivi « au quotidien » de l'avancement et de l'articulation des différents volets.
Il anime le partenariat, enrichit le diagnostic territorial, met en œuvre et évalue les actions.
Il propose les orientations thématiques stratégiques, notamment pour le PDRU 2.
Il prépare le bilan annuel thématique.



Durant la période de mise en œuvre du protocole de préfiguration, le comité technique sera l'instance de suivi technique des études, et le comité de pilotage validera, et le cas échéant réorientera, l'avancement opérationnel du programme ainsi que les conclusions des études menées. Le projet urbain sera présenté et débattu en comité technique puis présenté pour validation comité de pilotage.

Il est donc prévu de présenter selon une fréquence bi-annuelle les éléments suivants :

- Présentation de l'avancée des études, au sein du calendrier global de travail
- Conclusions, préconisations et orientations des études
- Validation des enjeux et orientations pendant la durée du protocole
- Validation du projet et des modalités de mise en œuvre

Conformément aux recommandations du Comité d'engagement du 06 juin 2016, un premier bilan à mi-parcours au second trimestre 2017.

8.2. Conduite de projet

Le pilotage opérationnel sera assuré par la Direction du Projet de Développement et de Rénovation Urbaine, composée comme suit :

- Directeur de projet : responsable du respect de la stratégie globale
- Chef de projet : responsable de la coordination opérationnelle et du pilotage général des études PDRU 2 et PIA
- Chargée de mission relogement / opérations : pilote les études habitat et accompagnement social du PDRU 2 et du PIA
- Chargée de mission insertion / concertation : pilote les études insertion, concertation, communication et évaluation PDRU 2 et du PIA
- Chargée de mission gestion urbaine et sociale de proximité : pilote les études sociales, patrimoniales et de gestion PDRU 2 et du PIA
- Responsable subventions : pilote les études financières
- Assistante de direction : assure le suivi administratif et logistique

La collaboration avec la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral se fera avec l'ensemble des services, et en particulier la Direction du développement économique et de la cohésion sociale, en charge de la mise en œuvre des compétences obligatoires en matière de politique de la ville, équilibre social de l'habitat et de développement économique.



8.3. Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

L'ensemble des partenaires potentiels – organismes HLM, acteurs économiques, investisseurs potentiels, ... - seront associés tout le long des études afin d'apporter les éléments de contexte et de données, de faire des propositions opérationnelles et techniques, et d'apporter un regard critique sur les conclusions des études.
Ils seront également associés aux réunions de travail techniques et à la commission Renouvellement urbain et cadre de vie.

Article 9. Opérations financées au titre du programme de travail

Les opérations financées par l'ANRU dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 8. Le financement des opérations par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Les dépenses relatives au programme de travail seront prises en compte à compter du 06 juin 2016, correspondant à la date du comité d'engagement ; conformément aux modalités prévues à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU.

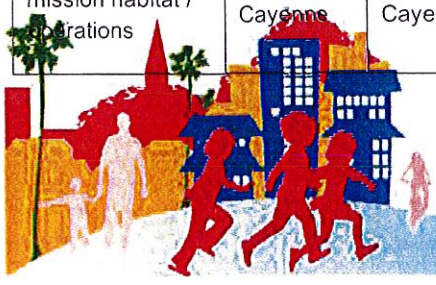
9.1. Modalités de financement par l'Anru de la conduite du projet de renouvellement urbain

Les postes financés dans le cadre du présent protocole sont les suivants :

- Chef de Projet développement et rénovation urbaine
- Chargée de mission habitat / opérations

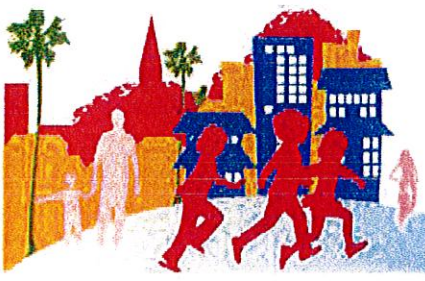
Ils sont financés pour la totalité de l'année 2018, soit un an

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Chef de Projet développement et rénovation urbaine	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	115 000 €	70 %	80 500 €		01.2018	2 semestres
Chargée de mission habitat / opérations	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	95 000 €	70 %	66 500 €		01.2018	2 semestres



9.2. Modalités de financement par l'Anru des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Etudes hydrauliques	CACL	CACL	150 000 €	50 %	75 000 €		09. 2016	2 semestres
Développement économique	CACL	CACL	150 000 €	20 %	30 000 €		12.2016	2 semestres
Stratégie habitat	CACL	CACL	160 000 €	50 %	80 000 €		04.2017	3 semestres
Dureté foncière	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	100 000 €	50 %	50 000 €		11.2016	3 semestres
Diagnostic social	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	40 000 €	70 %	28 000 €		07.2016	2 semestres
Diagnostic immobilier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	70 000 €	20 %	14 000 €		12.2016	2 semestres
Diagnostic VRD	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	80 000 €	70 %	56 000 €		12.2016	2 semestres
Etudes géotechniques	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	45 000 €	70 %	31 500 €		06. 2017	2 semestres
Concertation	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	75 000 €	70 %	52 500 €		07.2016	2 semestres
AMO globale – Plan guide	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	350 000 €	50 %	175 000 €		01.2017	4 semestres
EIS	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	50 000 €	50 %	25 000 €		10. 2017	2 semestres
Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM	Mirza Floralies N'Zilla	Ville de Cayenne	974 013 €	85 %	827 911 €		11.2016	4 semestres



L'opération « Groupe scolaire CCM » pourra ainsi démarrer à compter du 06 juin 2016, correspondant à la date du comité d'engagement. Les phases financées sont les études préalables et les études de conception de maîtrise d'œuvre (phases ESQ à DCE) Les marchés et les factures distingueront la phase conception et la phase réalisation.

L'annexe 9 détaille le cadre technique de cette opération.

Les conclusions de ces études du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'ANRU en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.
La date de lancement prise en compte pour chaque étude sera l'OS de démarrage (ou à défaut d'OS de démarrage la date de notification du marché). Pour l'ensemble des phases, le démarrage des études pourra débuter dès la validation du présent protocole par le comité d'engagement de l'ANRU (CE), à savoir le 6 juin 2016.

9.3. Modalités de financement par l'Anah des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet prévus dans le programme de travail

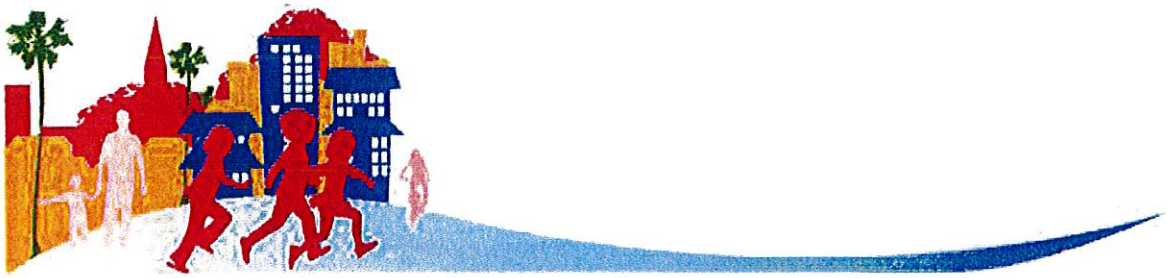
Les opérations financées par l'Anah, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau financier en annexe 6.

Les conclusions de ces études du programme de travail feront l'objet d'une présentation synthétique dans le dossier remis à l'Anru et à ses partenaires en vue de la signature d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention Anah	Montant de subvention Anah	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus...)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Diagnostic immobilier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	70 000 €	50 %	35 000 €		12. 2016	2 semestres

9.4. Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Les opérations financées par la Caisse des Dépôts, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau financier en annexe 6. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.



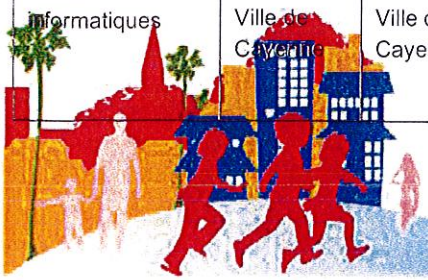
Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Etudes hydrauliques	CACL	CACL	150 000 €	20 %	30 000 €		09.2016	2 semestres
Développement économique	CACL	CACL	150 000 €	50 %	75 000 €		12. 2016	2 semestres
Stratégie habitat	CACL	CACL	160 000 €	20 %	32 000 €		04. 2017	3 semestres
Dureté foncière	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	100 000 €	20 %	20 000 €		11. 2016	3 semestres
Audit financier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	31 000 €	70 %	21 700 €		02. 2016	2 semestres
AMO globale – Plan guide	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	350 000 €	20 %	70 000 €		01. 2017	4 semestres

9.5. Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

9.5.1 Ville de Cayenne

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Chef de Projet développement et rénovation urbaine	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	115 000 €	30 %	34 500 €		01.2018	2 semestres
Chargée de mission habitat / opérations	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	95 000 €	30 %	28 500 €		01.2018	2 semestres

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ANRU	Montant de subvention Anru	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Diagnostics urbains	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	34 860 €	50 %	17 430 €		09.2014	1 semestre
Outils informatiques	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	3 919 €	100 %	3 919 €		08.2015	1 semestre



Dureté foncière	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	100 000 €	30 %	30 000 €		11. 2016	3 semestres
Diagnostic social	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	40 000 €	10 %	4 000 €		07.2016	2 semestres
Diagnostic immobilier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	70 000 €	10 %	7 000 €		12. 2016	2 semestres
Diagnostic VRD	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	80 000 €	10 %	8 000 €		12. 2016	2 semestres
Etudes géotechniques	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	45 000 €	10 %	4 500 €		06. 2017	2 semestres
Audit financier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	31 000 €	30 %	9 300 €		02. 2016	2 semestres
Concertation	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	75 000 €	10 %	7 500 €		07. 2016	2 semestres
AMO globale – Plan guide	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	350 000 €	13%	45 498 €		01. 2017	4 semestres
EIS	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	50 000 €	50 %	25 000 €		10. 2017	2 semestres
Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM	Mirza Floralies N'Zilla	Ville de Cayenne	974 013 €	85 %	146 102 €		11.2016	4 semestres

9.5.2 Collectivité territoriale de Guyane

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CTG	Montant de subvention CTG	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Diagnostics urbains	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	34 860 €	50 %	17 430 €		09.2014	1 semestre
Diagnostic social	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	40 000 €	20 %	8 000 €		07. 2016	2 semestres
Diagnostic immobilier	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	70 000 €	20 %	14 000 €		12. 2016	2 semestres



Diagnostic VRD	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	80 000 €	20 %	16 000 €		12. 2016	2 semestres
Etudes géotechniques	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	45 000 €	20 %	9 000 €		06. 2017	2 semestres
Concertation	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	75 000 €	20 %	15 000 €		07.2016	2 semestres
AMO globale – Plan guide	Ville de Cayenne	Ville de Cayenne	350 000 €	17 %	59 502 €		01. 2017	4 semestres

9.5.3 Communauté d'Agglomération du Centre Littoral

Libellé précis de l'opération	Echelle (QPV de rattachement ou EPCI)	Maître d'ouvrage (raison sociale)	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CACL	Montant de subvention CACL	Commentaire (mode calcul subvention, cofinancements prévus…)	Date de démarrage (mois et année)	Durée de l'opération en mois
Etudes hydrauliques	CACL	CACL	150 000 €	30 %	45 000 €		09. 2016	2 semestres
Développement économique	CACL	CACL	150 000 €	30 %	45 000 €		12. 2016	2 semestres
Stratégie habitat	CACL	CACL	160 000 €	30 %	48 000 €		04. 2017	3 semestres

Article 10. Opérations d'investissement financées dans le protocole de préfiguration

Sans objet.

Article 11. Durée du protocole de préfiguration

11.1 – Durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir février 2016, et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le 31 décembre 2018.
La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au 31 décembre 2018.



11.2 – Durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir du 23 novembre 2016, date de signature du protocole de préfiguration par l'Anru.

Afin de permettre le solde des dernières opérations et l'évaluation du projet de renouvellement urbain, la présente convention s'achève le 31 décembre 2021.

Article 12. Conditions de finalisation de la convention pluriannuelle - points de rendez-vous avec l'ANRU

A l'achèvement du programme de travail, la ville de Cayenne déposera le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention de renouvellement urbain.

Les partenaires ont fixé un point d'étape avec le porteur de projet au deuxième trimestre 2017, afin de dresser un premier bilan des différentes études stratégiques et diagnostics avant de passer à la phase programmation urbaine. Ils ont fixé également un point de rendez-vous fin 2016 - début 2017 avec le porteur et la CACL afin de prendre connaissance du volet intercommunal de l'étude habitat qui structurera la révision du PLH. Le comité de pilotage, se réunissant a minima deux fois par an, est l'instance en charge de présenter, réorienter et valider l'avancement du programme d'études du protocole de préfiguration, en présence de l'ensemble des partenaires signataires du présent protocole.

Les conclusions des études seront présentées, ainsi que l'avancement financier du protocole. Le projet de convention de renouvellement urbain sera soumis à la validation de cette commission. Le comité technique aura la charge de synthétiser et préparer les éléments présentés au comité de pilotage.

L'élaboration de la première convention de rénovation urbaine ainsi que celle des différents avenants qui ont permis de l'adapter, n'auraient pas été possibles sans la mobilisation exemplaire de toutes les institutions locales qui ont proposé un cadre d'actions concertées et cofinancées à l'ANRU. C'est cette méthode qui se met en œuvre aujourd'hui encore et qui s'affinera en lien avec notamment au-delà de l'ANRU, la collectivité territoriale de Guyane. Ce travail de partenariat (CTG, bailleurs, Caisse des Dépôts...) s'organisera tout au long du processus d'élaboration de notre dossier NPRU.

Article 13. Conditions juridiques de mise en œuvre et d'application du protocole de préfiguration

13.1. Contreparties mises à disposition d'UESL-Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain dans le cadre d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain est conditionné par la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU. Les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

13.2. Intégration des exigences d'insertion des habitants des QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'Anru adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

Par ailleurs, la ville de Cayenne s'est engagée dans une démarche d'insertion ambitieuse, et a élargi la clause d'insertion à l'ensemble des marchés pouvant en bénéficier. Les marchés lancés dans le cadre du protocole seront donc soumis à la clause d'insertion, quand faire se peut, en fonction de leur montant et de leur nature.

La charte intercommunale pour l'emploi et l'insertion a été signée en juillet 2016 par la CACL et chacune des communes membres.

13.3. Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1. Le financement des opérations par l'Anru

Le tableau financier de l'annexe 6 est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, opération par opération, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, qui, au sens du règlement comptable et financier, programme des crédits sur les ressources financières du NPNRU.

Les montants des concours financiers de l'Agence résultent de l'application des dispositions du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.



Au titre du présent protocole, l'engagement de l'Agence s'entend pour un montant global maximal non actualisable, de 1 591 911 €, réparti selon la programmation prévisionnelle du tableau financier de l'annexe 6. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

Les subventions de l'Anru sont attribuées sous réserve des dispositions du règlement général et du règlement financier en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2. Le financement des opérations par l'Anah

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par ses règlements.

Au titre du présent protocole, l'engagement de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, actualisable, de 35 000 €, répartis selon la programmation prévisionnelle du tableau financier en annexe 6. Ce montant sera confirmé lors de la notification du marché concerné par le financement ANAH. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage, et qui peuvent être détaillées dans une autre annexe.

13.3.3. Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau financier en annexe 6, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.3.4. Le financement des opérations par d'autres partenaires

Les opérations sont également financées par la Collectivité Territoriale de Guyane et la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral, conformément à l'annexe 6.

Les financements de la Collectivité Territoriale de Guyane sont inscrits dans la colonne « Conseil Régional » de l'annexe 6.



13.4. Contrôle et audits

Sur demande de l'Agence, les maîtres d'ouvrage signataires faciliteront, à tout moment, le contrôle par l'Agence de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation et de l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole notamment par l'accès à toute pièce justificative, tout document et information dont elle jugerait la production nécessaire.

Le cas échéant, les maîtres d'ouvrage faciliteront également le contrôle sur place réalisé, dans ce cadre et pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'ANRU, le signataire de la convention est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le directeur général de l'ANRU peut, en tant que de besoin, faire appel à des agents habilités à effectuer le contrôle de l'administration (Inspection Générale, etc.).

13.5. Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée localement par le délégué territorial de l'Agence. Le rapport de ce dernier, accompagné de toutes pièces que les signataires de la convention voudront y joindre, est adressé au directeur général de l'Agence. Celui-ci prend éventuellement l'avis du Comité d'Engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, le Conseil d'Administration.

Il peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- le réexamen du protocole et la signature éventuelle d'un avenant ;
- la requalification du taux de subvention prévu dans le protocole qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des subventions ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.6. Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique, financier et technique dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence ou du Porteur de projet.



13.7. Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'Anru.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

13.7. Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Le 23 novembre 2016, à Cayenne

La VILLE DE CAYENNE Le Maire **Marie-Laure PHINERA-HORTH**	**L'ANRU** Le Directeur général **Nicolas GRIVEL**
L'ANAH Le Directeur général **Blanche GUILLEMOT**	**L'ETAT** Le Préfet de Région **Martin JAEGER**
La COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE GUYANE Le Président de la CTG **Rodolphe ALEXANDRE**	**La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE LITTORAL** La Présidente **Marie-Laure PHINERA-HORTH**
La CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS Le Directeur territorial **Paul JEANNET**	**La SEMSAMAR** Le Directeur **Patrick WEIRBACK**
La SIGUY Le Directeur général **Alain LE CORRE**	**La SIMKO** Le Directeur général adjoint **Alain FOURMONT**

Annexes

Annexe 1 : Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville.

Annexe 2 : Plan du ou des quartiers qui peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU

Annexe 3 : Plan présentant les premières orientations stratégiques

Annexe 4 : Description de la gouvernance et de la conduite de projet

Annexe 5 : Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

Annexe 6 : Tableau financier du protocole

Annexe 7 : Planning de réalisation des actions du programme de travail : présentant les principaux points de rendez-vous et échéances

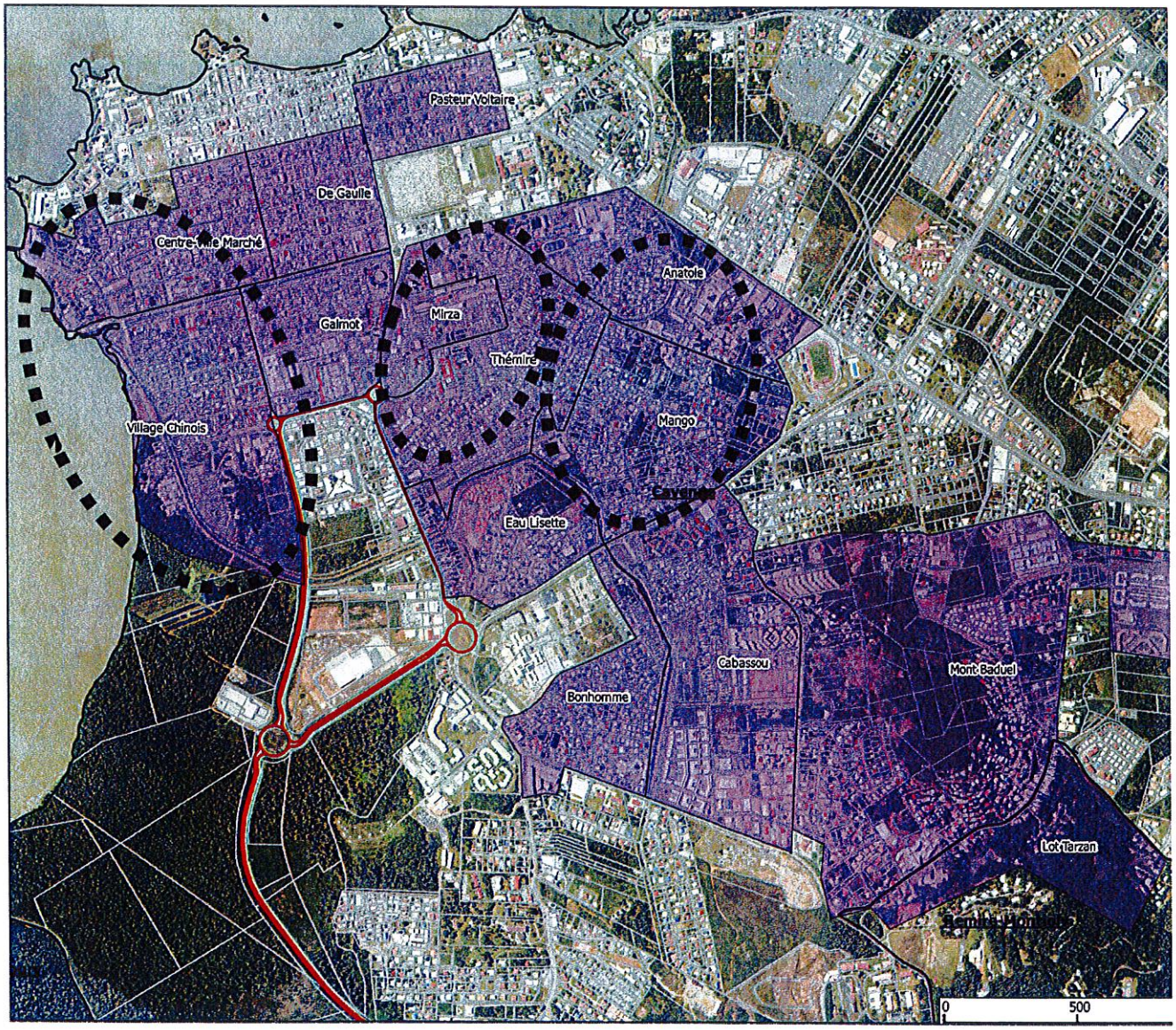
Annexe 8 : Etudes prévisionnelles par phase

Annexe 9 : Opération « Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM »

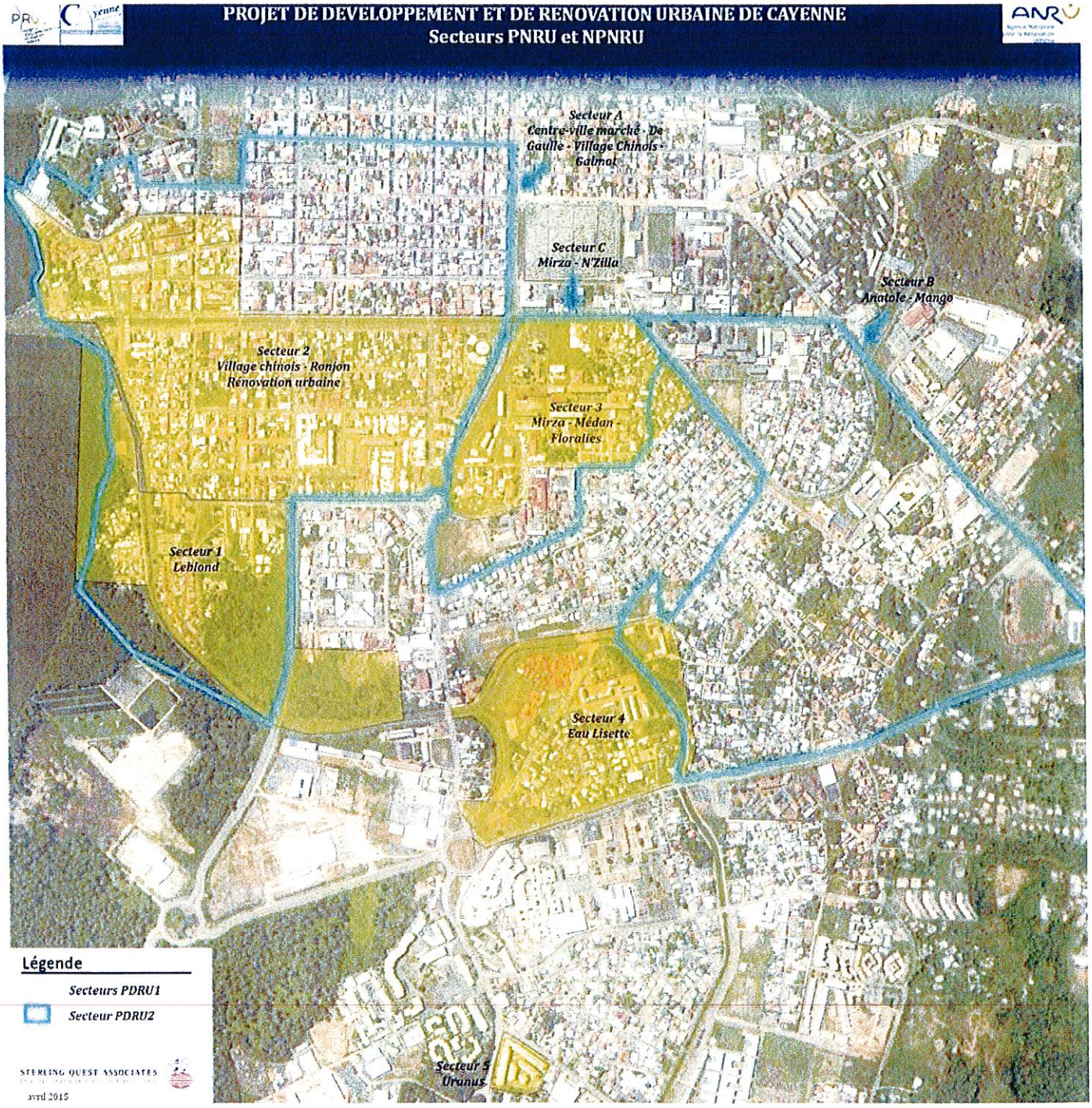
Annexe 10 : Périmètres de l'OIN



Annexe 1 : Plan de situation



Annexe 2 : Plans des quartiers concernés par le protocole



Annexe 3 : Plans des orientations stratégiques

- ***Centre Ville / Village Chinois / Ilet Malouins / Leblond***

Un quartier au cœur de la redynamisation de la CACL

Un pôle intermodal intercommunal

- TCSP
- Navette fluviale

Un centre historique, patrimonial et touristique

- Sites naturels à protéger
- Sites patrimoniaux à valoriser
- Périmètre de l'OPAH

Des éléments urbains structurants

- Trame bleue
- Projet du vieux port
- Projet Leblond

Une centralité économique

- Marché
- Pôle administratif

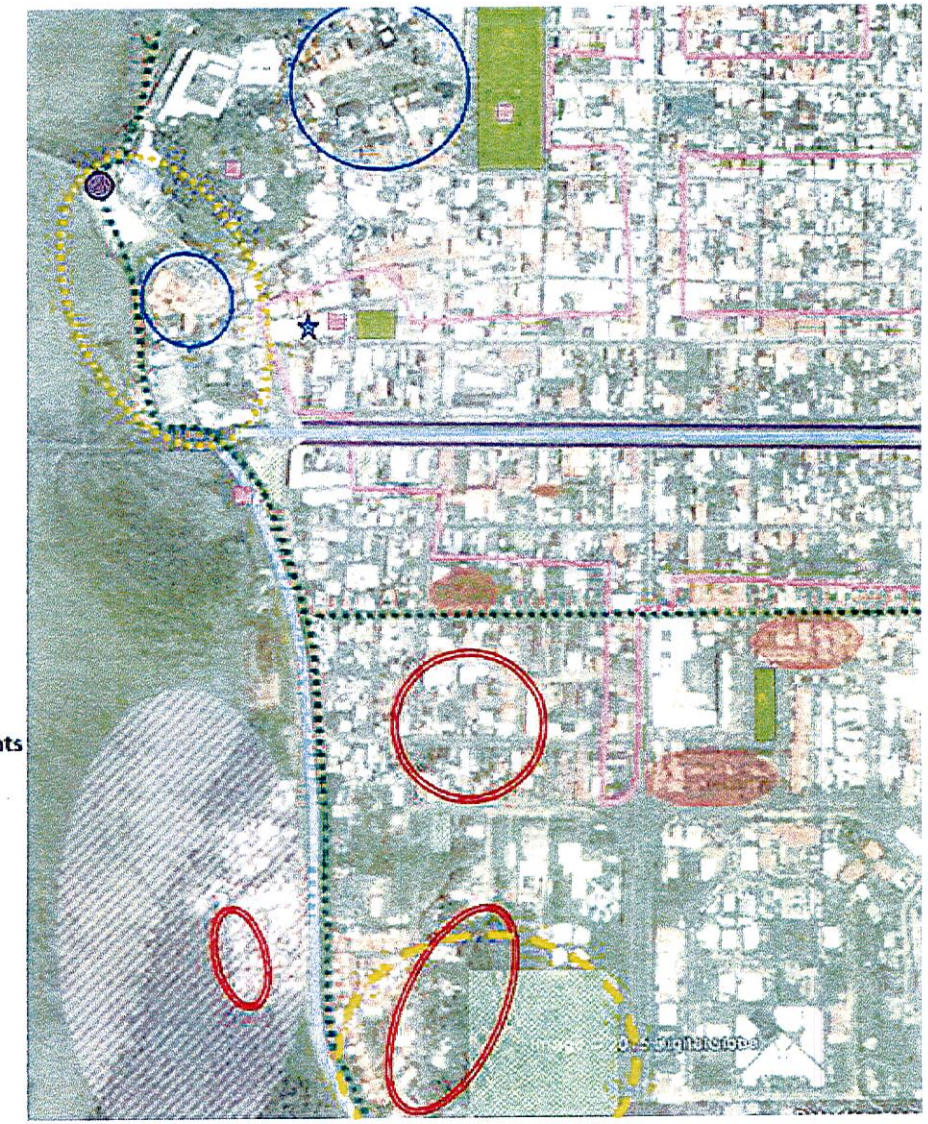
Qui doit bénéficier d'une intervention forte pour remédier aux dysfonctionnements

La nécessaire diversification et requalification de l'habitat

- Poches d'insalubrité
- Habitat social

Un espace public à reconquérir

- Espaces publics existants
- Espaces publics à créer ou requalifier
- Liaisons douces à créer pour remédier aux coupures



- ***Mango / Anatole / Brutus***

Améliorer la qualité du cadre de vie et la sécurité en préservant l'identité résidentielle du quartier

Un quartier isolé et segmenté à ouvrir et mailler

- Liaisons douces à créer et impasses à connecter
- Axes principaux à requalifier

Agir en profondeur sur les espaces déqualifiés

- Endiguer l'habitat spontané et insalubre
- Réseau d'assainissement collectif à créer

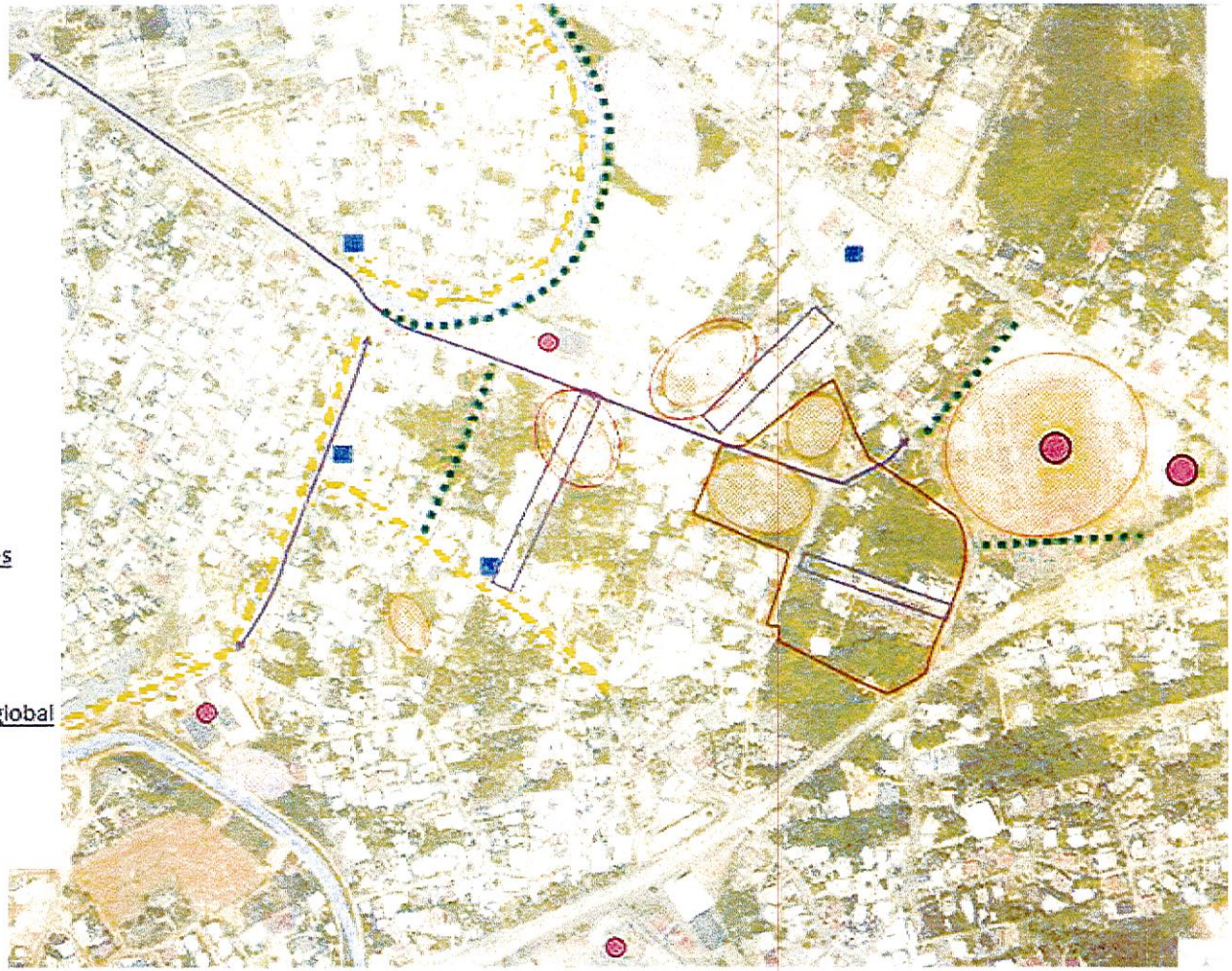
Renforcer l'attractivité du quartier

En s'appuyant sur les équipements structurants comme centralités

- Equipements publics de quartier et communaux
- Equipements publics d'échelle intercommunale
- Centralité commerçante à valoriser et diversifier

S'appuyer sur le potentiel du site pour assurer un aménagement global

- Périmètre du portage foncier
- Potentiel foncier à mobiliser, espaces à reconvertir
- Espaces naturels à valoriser
- Trames bleue



• *Mirza / Floralies / N'Zilla*

Un renouvellement urbain du quartier à consolider

Le Projet de rénovation urbaine à finaliser
- Résidentialisation de la cité Mirza
- Ilot des Tours Floralies

Poursuivre les démarche initiées par la RHI
- Périmètre RHI

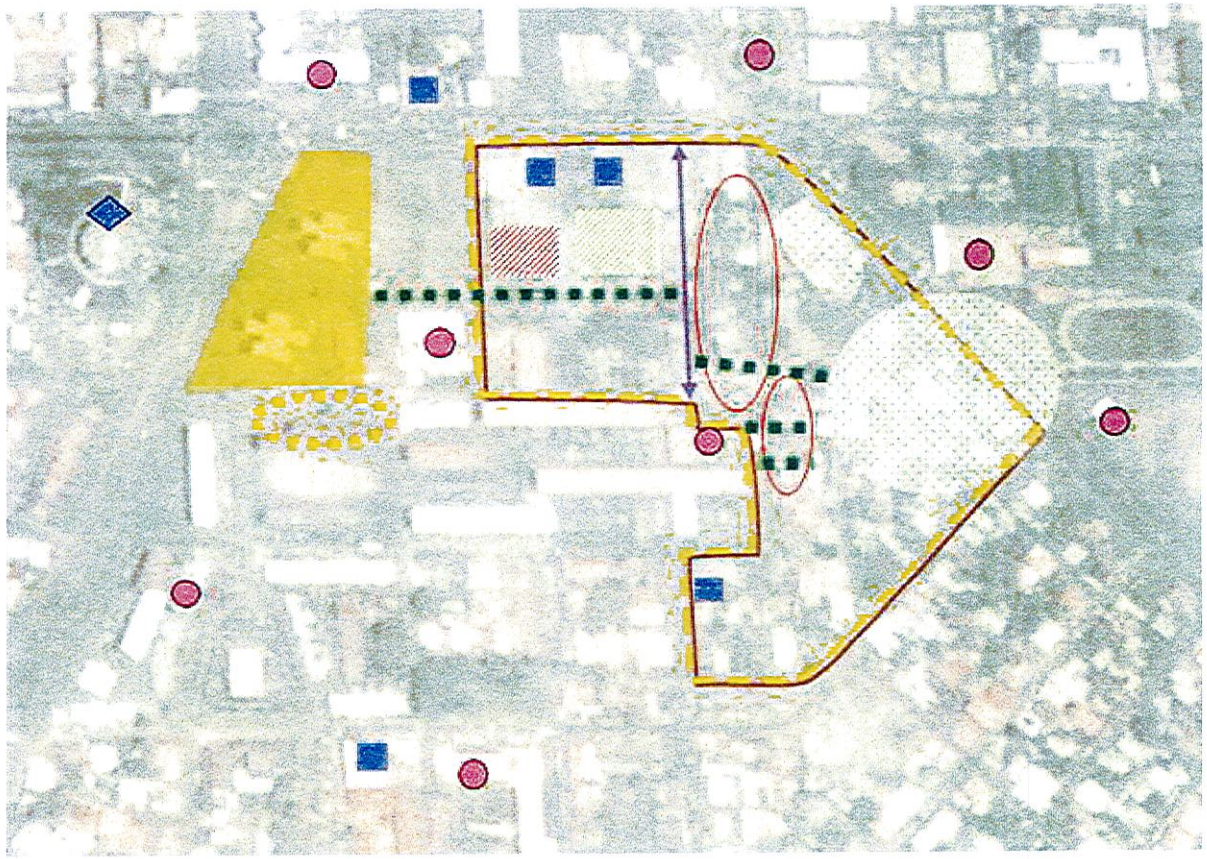
Un potentiel fort assurant l'attractivité du quartier
- Equipements publics
- Activités et services
- Reconversion du site EDF

Des dysfonctionnements forts et concentrés à endiguer

Requalifier de manière pérenne l'habitat
- Poches d'insalubrité
- Diversifier l'offre d'habitat en créant une offre nouvelle

Désenclaver le quartier et mailler les cités entre elles
- Désenclaver et ouvrir le quartier en créant de nouveaux accès
- Développer les liaisons douces

Assurer un aménagement cohérent
- Périmètre du portage foncier
- Aménager des espaces publics
- Protéger et limiter les risques d'inondation



Annexe 4 : Description de la gouvernance et de la conduite de projet

Instances de pilotage

Comité de suivi et d'évaluation

- Echelle : CACL
- Fréquence : une fois par an a minima

Comité de pilotage

- Echelle : Cayenne
- Fréquence : deux fois par an a minima

Comité technique Renouvellement urbain et cadre de vie

Comité technique Cohésion sociale

- Echelle : Cayenne
- Fréquence : deux fois par an a minima

Conseils citoyens

- Présentation de l'avancement stratégique et opérationnel
- Questions, observations et propositions soumises au groupe de travail technique

Groupes de travail

Aménagement | Mobilités | GUP

Gouvernance et équipe opérationnelle

Maire

Directeur Général des Services Techniques
Directeur de projet

Pilotage stratégique et respect des engagements

Chef de projet

Pilotage opérationnel et coordination technique

Assistante de Direction

Suivi logistique et administratif

Chargées de mission

Pilotage thématique

Habitat / Opérations	Gestion urbaine de proximité	Insertion, communication, concertation

Annexe 5 : Synthèse des diagnostics et études déjà réalisés

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Cabinet	Date
Etudes préalables PDRU 1			
Etudes géotechniques	Cayenne	LBTPG	12/07/2005
Orthophotoplan	Cayenne	SERG	08/07/2005
Etude foncière	Cayenne	P. CHAMPION	
Etudes bâties	Cayenne	FRAIR	19/07/2005
Etudes sociométriques	Cayenne	FRAIR	24/10/2005
Projet de cohérence	Cayenne	ARUAG/ROUSSEAU	
Schéma d'aménagement Eau-Lisette	Cayenne	Infraplan	
AMO Secteur du marché	Cayenne	SCET	
Etude économique	Cayenne	SCET	
Etude de programmation urbaine	Cayenne	ROUSSEAU	20/07/2005
Programmation opérationnelle financière	Cayenne	BDI Programmation	22/03/2006
Immobilier d'entreprise	Cayenne	Semaphores	29/08/2006
Etude de programmation sociale et GUP	Cayenne	HTC	19/07/2005
AMO globale	Cayenne	AIC	
Pilotage et mode opératoire	Cayenne	SCET	16/03/2006
Elaboration du dossier ANRU	Cayenne	SEMSAMAR	13/05/2005
Plan d'information, de communication et de concertation	Cayenne	Amazonia	06/09/2005
Etudes complémentaires			
Analyse des capacités à faire des maîtrises d'ouvrage	ANRU	FCL	12/2007
Mission d'évaluation du dispositif PAE	CDC	SCET	03/2008
Programmation de quatre équipements structurants	Cayenne	ACT / BERS	12/2007
Mission d'appui au développement économique	Cayenne	Objectif Ville	11/2007

Intitulé	Maîtrise d'ouvrage	Cabinet	Date
Etudes exploitables PDRU 2			
Règlement général relatif au NPNRU	ANRU		25/06/2014
Trame type protocole	ANRU		25/06/2014
Avis	ARS		10/10/2014
Avis	DEAL		25/07/2014
Avis	MDM		30/07/2014
Stratégie développement économique	CACL		18/07/2014
La rénovation des quartiers anciens dégradés	Espacité		04/2013
Fiche opération vieux port	Cayenne - DA		08/2014
Plan approuvé Leblond	Cayenne - DA		11/2013
Cahier PPPI	Cayenne - DA		10/2014
Maquette financière PO-FEDER	Région		06/2014
SAR	Région		2015
Evaluation PDRU 1	Cayenne	Mensia	2014/2015
PGT	Région	Multiples	23/11/2012
PLH	CACL		2012
SCOT	CACL		
TCSP	CACL	Multiples	06/2013
Carte travaux EU	CACL		06/2014
RHI N'Zilla	Cayenne		
Portage foncier RHI NZFA	Cayenne	EPAG	
RHI Eau-Lisette	Cayenne		
RHI Digue Ronjon Ilot E	Cayenne		
RHI Leblond	Cayenne		
Réhabilitation du marché	Cayenne		
Note sur le Vieux port	Cayenne		
Bilans OPAH-RU + études préalables	Cayenne		
Projet aires de jeux Floralies	Cayenne		
Projets PC Raban	Cayenne		
Organisation carnaval Place Mentelle	Cayenne		
Observatoire foncier 2007_2011	DEAL		
Plan de financement RHI Mâtines (délibération)	Cayenne		12/2009
CR Aménagement et viabilisation ZAC Leblond	SEMSAMAR		09/2009
Arrêté d'insalubrité NZFA	Préfecture		01/1999
Carte bâti n'Zilla			01/2011
Remédiabilité N'Zilla			06/2011
Etat des lieux du centre-ville	Cayenne	C2R	12/2011
Etude préalable d'OPAH - Atalas cartographique	Cayenne	Urbanis	05/2001
Etude pré-opérationnelle d'OPAH	Cayenne	Urbanis	11/2001
" " Propositions d'actions	Cayenne	Urbanis	
" " Recommandations pour la réhabilitation des constructions traditionnelles	Cayenne	Urbanis	09/201
Etude pré-opérationnelle d'OPAH	Cayenne	C2R - ARUAG	03/2006
Etude pré-opérationnelle RHI NZFA	Cayenne	C2R	05/2006
NZ : Propositions d'aménagement	Cayenne	C2R	
NZFA : études pré-opérationnelles RHI	Cayenne	C2R	02/2006
Mise à jour études urbaines - Diagnostic + état des lieux	Cayenne	C2R - AGIR	12/2012
Cartographie de l'ancienne décharge leblond		Apave	11/2003
Etude pré-opérationnelle RHI Mâtines	SEMSAMAR	C2R	03/2010
Bilan OPAH-RU 2007-2011	Cayenne	C2R	01/2012
Certificat d'insalubrité Matignas	Préfecture		30/11/2009
Etude pré-opérationnelle OPAH-RU	ARUAG	C2R	03/2006
Enquête socio-métrique, bâtie et insalubrité NZFA	Cayenne	C2R	07/2011
Mise à jour études urbaines	Cayenne	C2R	07/2011
Rapport d'activité Médecins du monde	MDM		2013/2014
Projet Cité des arts	Cayenne		11/2014
Etudes AVAP	Cayenne		
Plan Leblond	Cayenne		09/2013
Aménagement front de mer	Cayenne		11/2014
Arrêté d'insalubrité 13 rue René Jadfard	Préfecture		02/2002
Constat d'habitat bidonvilisé	Préfecture		08/2005
Demande de certificat d'insalubrité Matignas	Préfecture		30/09/2009
Certificat d'insalubrité Ilet Maloins	Préfecture		22/08/2005
Certificat d'insalubrité Brutus	Préfecture		08/2005
Arrêté d'insalubrité village chinois	Préfecture		10/1985
Arrêté d'insalubrité NZFA	Préfecture		01/1995
Aménagements alternatifs à l'urbanisation spontanée. Saint-Laurent du Maroni	DEAL	GRET	2014
L'urbanisation spontanée en Guyane : appui à la mise en œuvre de modes d'aménagement alternatifs	DEAL	GRET	2012
Quelle production de logements pour la Guyane ? (2011-2017)	DEAL	Urbanis	2011
Le logement aujourd'hui et demain en Guyane	DEAL-INSEE		2014
Analyse de la consommation de l'espace : formes urbaines et modes d'habiter. Phase 1 : diagnostic	DEAL	Marniquet	2008
Analyse de la consommation de l'espace : formes urbaines et modes d'habiter. Phase 2 : Préconisations	DEAL	Marniquet	2008
Etude d'opportunité et de faisabilité à la mise en place d'une action d'auto-réhabilitation		Espacité	
Etude d'opportunité pour la réalisation d'un projet d'habitat participatif		Espacité	
Diagnostic socio-économique Mont-Baduel	Ville		03-2015
Bilan financier RHI Mont-Baduel	Ville		
Etude habitat insalubre	DEAL	AGIR	2015
Etude habitat spontané, urbanisation spontanée	AUDEG		2015
Diagnostic partagé de santé CLS	OSRU	CRPV	10/2014
PLU / Trame PADD	Ville		

PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

N° PROTOCOLE : 204	LOCALISATION	
ZONE INTERVENTION	INSEE QPV	INSEE COMMUNE
66666/Commune fictive/QPV national/QPV multisite (Intérêt national)	QP999999	66666
97302/Cayenne./QPV national/De Gaulle	QP973008	97302
97302/Cayenne./QPV national/Galmot	QP973007	97302
97302/Cayenne./QPV national/Village Chinois	QP973008	97302
97302/Cayenne./QPV national/Centre-Ville Marché	QP973012	97302
97302/Cayenne./QPV national/Anatole	QP973001	97302
97302/Cayenne./QPV national/Mango	QP973009	97302
97302/Cayenne./QPV national/Mirza	QP973010	97302
97302/Cayenne./QPV national/Thérèse	QP973013	97302
PORTEUR DE PROJET		
COMMUNE DE CAYENNE		

N° de protocole(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières/regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires/objet d'une attribution de subvention)

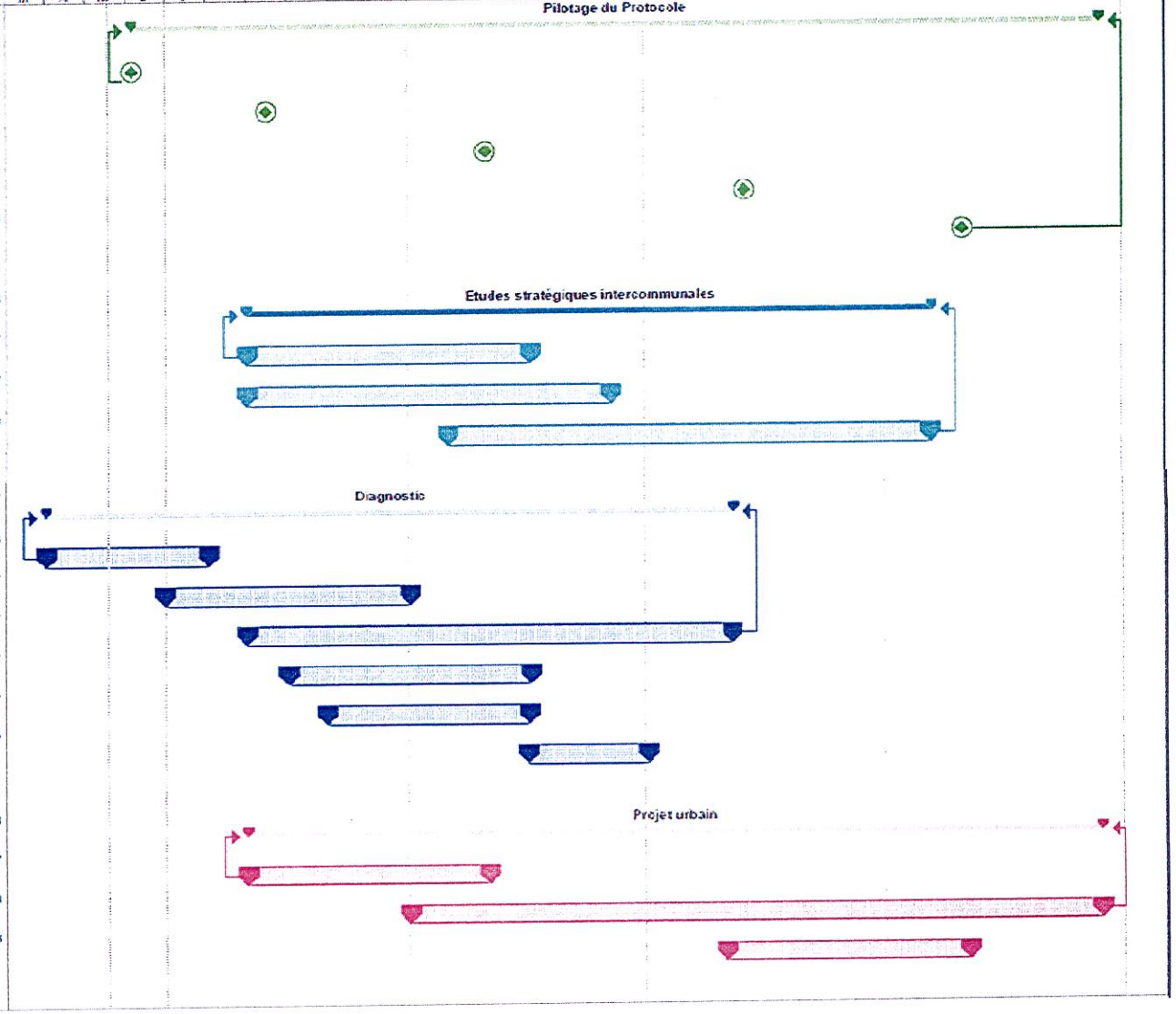
	COMMENTAIRE	LOCALISATION		IMMEUBLES		LOGEMENTS		COUT PAR		MAITRE D OUVRAGE	COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE	CONTRIBUTIONS																		PRETS				ECHEANCIER			
		QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé)	LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune	NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE	SHON	LOGT	M2					FINANCEMENT PREVISIONNEL	VILLE		EPCI		CONSEIL GENERAL		CONSEIL REGIONAL		BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts		CDC		EUROPE		ANAH		AUTRES		ANRU		PRETS		Pour mémoire Prêt CDC	Pour mémoire Prêt Bonifié AL	Demarrage Année	semestre	Durée en semestre	Vérif
																%		%		%		%		%		%		%		%		%		%							
14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET																																								
204 6999999 14 0001 001 Chef de projet	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	115 000,00	0,00%	115 000,00	115 000,00	34 500,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	80 500,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
204 6999999 14 0001 002 Chargée de mission habitat / opérations	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	95 000,00	0,00%	95 000,00	95 000,00	28 500,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	66 500,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2018	1	2	V
204 6999999 14 0001 003 Diagnostics urbains	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	34 860,00	0,00%	34 860,00	34 860,00	17 430,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	17 430,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2014	2	1	V
204 6999999 14 0001 004 Outils informatiques	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	3 919,00	0,00%	3 919,00	3 919,00	3 919,00	100,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2015	2	1	V
204 6999999 14 0001 005 Dureté foncière	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	100 000,00	0,00%	100 000,00	100 000,00	30 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	20 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	50 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2 ,	3	V
204 6999999 14 0001 006 Diagnostic social	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	40 000,00	0,00%	40 000,00	40 000,00	4 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	8 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	28 000,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0001 007 Diagnostic immobilier	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	70 000,00	0,00%	70 000,00	70 000,00	7 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	14 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	35 000,00	50,00%	0,00	0,00%	14 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0001 008 Diagnostic VRD	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	80 000,00	0,00%	80 000,00	80 000,00	8 000,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	16 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	56 000,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0001 009 Etudes géotechniques	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	45 000,00	0,00%	45 000,00	45 000,00	4 500,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	9 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	31 500,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	2	V
204 6999999 14 0001 010 Audit financier	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	31 000,00	0,00%	31 000,00	31 000,00	9 300,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	21 700,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	1	2	V
204 6999999 14 0001 011 Concertation	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	75 000,00	0,00%	75 000,00	75 000,00	7 500,00	10,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	15 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	52 500,00	70,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0001 012 AMO globale / Plan guide	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	350 000,00	0,00%	350 000,00	350 000,00	45 498,00	13,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	59 502,00	17,00%	0,00	0,00%	70 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	175 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	4	V
204 6999999 14 0001 013 Evaluation d'Impact sur la Santé	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	50 000,00	0,00%	50 000,00	50 000,00	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	25 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	2	2	V
204 6973010 14 0001 014 Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d¿	NPN	QP973010					0,00	0,00	0,00	9C/COMMUNE DE CAYENNE/21973	974 013,00	0,00%	974 013,00	974 013,00	146 102,00	15,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	827 911,00	85,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	4	V
204 6999999 14 0002 001 Etudes hydrauliques	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/CA DU CENTRE LITTORAL/24	150 000,00	0,00%	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00%	45 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	30 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	75 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0002 002 Développement économique	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/CA DU CENTRE LITTORAL/24	150 000,00	0,00%	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00%	45 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	75 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	30 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2016	2	2	V
204 6999999 14 0002 003 Révision du PLH / Stratégie habitat	NPN	QP999999					0,00	0,00	0,00	9C/CA DU CENTRE LITTORAL/24	160 000,00	0,00%	160 000,00	160 000,00	0,00	0,00%	48 000,00	30,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	32 000,00	20,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	80 000,00	50,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	2017	1	3	V
SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET				**0**		**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	?	**2 523 792,00**		**2 523 792,00**	**2 523 792,00**	**371 249,00**	**14,71%**	**138 000,00**	**5,47%**	**0,00**	**0,00%**	**138 932,00**	**5,50%**	**0,00**	**0,00%**	**248 700,00**	**9,85%**	**0,00**	**0,00%**	**35 000,00**	**1,39%**	**0,00**	**0,00%**	**1 591 911,00**	**63,06%**	**0,00**	**0,00%**	**0,00**	**0,00**				
TOTAL				0		0	0,00				2 523 792,00		2 523 792,00	2 523 792,00	371 249,00	14,71%	138 000,00	5,47%	0,00	0,00%	138 932,00	5,50%	0,00	0,00%	248 700,00	9,85%	0,00	0,00%	35 000,00	1,39%	0,00	0,00%	1 591 911,00	63,06%	0,00	0,00%	0,00	0,00				

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005.2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois)

Annexe 7 : Planning de réalisation

PLANNING PROTOCOLE DE PREFIGURATION CAVENNE

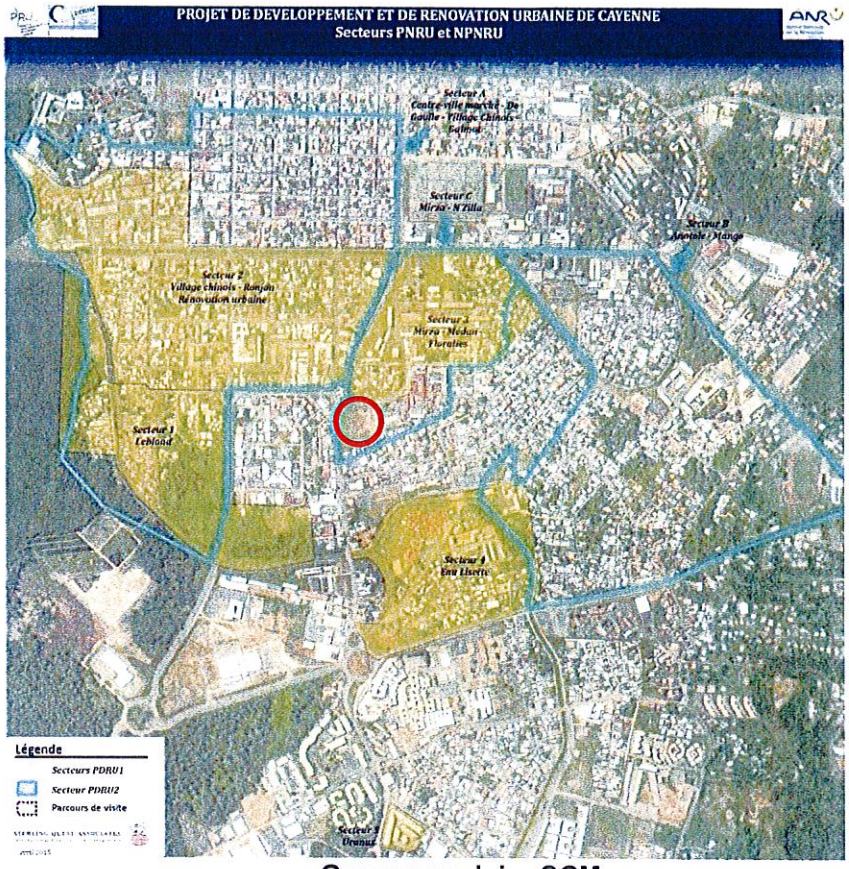
N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin
1	*Pilotage du Protocole*	24 mois	Lun 06/06/16	Mer 13/06/18
2	Comité d'engagement protocole	1 jour	Lun 06/06/16	Lun 06/06/16
3	Comité de pilotage	1 jour	Jeu 15/09/16	Jeu 15/09/16
4	Comité de pilotage	1 jour	Mer 01/03/17	Mer 01/03/17
5	Comité de pilotage	1 jour	Ven 15/09/17	Ven 15/09/17
6	Comité de pilotage	1 jour	Jeu 01/03/18	Jeu 01/03/18
7				
8	*Etudes stratégiques intercommunales*	17 mois	Jeu 01/09/16	Mar 06/02/18
9	Etudes hydrauliques	7 mois	Jeu 01/09/16	Mar 04/04/17
10	Stratégie dév. commercial	9 mois	Jeu 01/09/16	Lun 05/06/17
11	Révision PLH / Stratégie habitat	12 mois	Mer 01/02/17	Lun 05/02/18
12				
13	*Diagnostic*	17 mois	Ven 01/04/16	Mer 06/09/17
14	Capacité financière	4 mois	Ven 01/04/16	Mar 02/08/16
15	Diagnostic social	6 mois	Ven 01/07/16	Lun 02/01/17
16	Dureté foncière	12 mois	Jeu 01/09/16	Mar 05/09/17
17	Diagnostic immobilier	6 mois	Lun 03/10/16	Mar 04/04/17
18	Diagnostic VRD	5 mois	Mar 01/11/16	Lun 03/04/17
19	Etudes géotechniques	3 mois	Lun 03/04/17	Lun 03/07/17
20				
21	*Projet urbain*	22 mois	Jeu 01/09/16	Mer 13/06/18
22	Concertation	6 mois	Jeu 01/09/16	Ven 03/03/17
23	Plan guide	18 mois	Lun 02/01/17	Mer 13/06/18
24	Evaluation d'impact en santé	6 mois	Ven 01/09/17	Lun 05/03/18
25				



Annexe 8 : Etudes prévisionnelles par phase

Outils préalables	Diagnostics urbains
	Outils informatiques
Etudes stratégiques intercommunales	Etudes hydrauliques
	Schéma de développement économique et commercial
	Révision du PLH / Stratégie habitat et accompagnement social
Diagnostic	Audit financier
	Etude de dureté foncière
	Diagnostic social
	Diagnostic immobilier
	Diagnostic VRD
	Etudes géotechniques
Définition du projet urbain	Concertation
	Plan guide / AMO globale
	Evaluation d'impact sur la santé
Ingénierie	Equipe projet
	Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM

Annexe 9 : Opération « Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM »



Groupe scolaire CCM

- *Description de l'opération* : Réalisation d'un groupe scolaire de 20 classes : 7 classes maternelle et 13 classes primaires, locaux annexes

- *Maître d'ouvrage* : Ville de Cayenne

- *Budget prévisionnel*

Poste	Montant
Travaux	7 493 029,50 €
Honoraires et divers	1 011 558,98 €
TOTAL	8 504 588,48 €

- *Financements :*

Etudes pré-opérationnelles et maîtrise d'œuvre de conception du Groupe scolaire CCM: 974 013 €

Participation ANRU : 85% soit 827 911 €

Le secteur 3 du PDRU 1 a bénéficié d'un projet urbain très complet intervenant aussi bien sur le logement et l'aménagement que les équipements publics.

Afin de finaliser cette mutation urbaine et de conserver la dynamique lancée, il est nécessaire de réaliser rapidement un nouveau groupe scolaire afin de répondre aux besoins existants et futurs, et de consolider l'attractivité du quartier dans un objectif de diversification fonctionnelle.

Par ailleurs, les équipements scolaires de la ville de Cayenne connaissent une pression très forte du fait du manque de places proposées et de l'inscription des enfants des communes périphériques dans les écoles de Cayenne. Le parc d'équipement scolaire devient donc insuffisant du fait des effectifs d'élèves admissibles et de la détérioration des bâtiments dont la construction date majoritairement de la même période. Afin d'agir contre cette surdensité scolaire et d'améliorer les conditions de classe des élèves, la ville de Cayenne souhaite lancer au plus vite l'opération « Groupe scolaire CCM ». Cela s'inscrit dans l'objectif du contrat de ville « Améliorer les conditions de scolarité en réhabilitant les équipements scolaires ».

Ce groupe scolaire, composé de 20 classes et situé sur un des secteurs PDRU est essentiel à court terme pour permettre d'accueillir l'ensemble des élèves en âge d'être scolarisés sur le secteur.

L'opération « Groupe scolaire CCM » pourra ainsi démarrer dès la date de signature du présent protocole. Les phases financées sont les études préalables et les études de conception de maîtrise d'œuvre (phases ESQ à DCE) Les marchés et les factures distingueront la phase conception et la phase réalisation.

PLANNING GROUPE SCOLAIRE
N°
Nom de la tâche
Durée
Début
Fin
1
Groupe scolaire
25 mois
Lun 03/10/16
Ven 03/11/18
2
Concours MOE
8 mois
Lun 03/10/16
Mar 04/04/17
3
Etudes MOE
12 mois
Lun 01/05/17
Jeu 03/05/18
4
Consultation entreprises
5 mois
Mar 15/05/18
Lun 15/10/18
5
Démarrage des travaux
2 jours
Jeu 01/11/18
Ven 02/11/18
Semestre 1, 2017
Semestre 2, 2017
Semestre 1, 2018
Semestre 2, 2018
Groupe scolaire

Annexe 10 : Périmètres de l'OIN à Cayenne

